

L'Orient-Le Jour

mercredi 19 avril 2023 | N°16639

QUOTIDIEN LIBANAIS INDÉPENDANT DEPUIS 1924

www.lorientlejour.com | 130 000 L.L.

PRÉSIDENTIELLE 2 Jeanine JALKH

De retour de Damas, Frangié se voit pousser des ailes

ÉLECTIONS 3 Yara ABI AKL

Le report des municipales met à nu le gouvernement et le Parlement

DISPARITION 5 Colette KHALAF

Gérard Avédissian emporte avec lui les souvenirs d'une Beyrouth éternelle

L'ÉDITORIAL

Les deniers du Ciel

S'il est bien vrai que gouverner c'est prévoir, alors il faut constater que notre pauvre pays est doublement, et fort cruellement, pénalisé sur ce terrain.

Déjà démissionnaire – et donc astreint à la stricte expédition des affaires courantes –, le cabinet en place se borne ainsi à naviguer à vue, sans s'embarasser de la moindre feuille de route : ses décisions ne sont que pitoyables expédients. Il s'avère en plus que ces frustes affaires courantes ont bien mérité leur nom : d'urgence en urgence, elles trottent effectivement beaucoup trop vite pour la puissante machine. Réuni hier, le gouvernement n'a pu que prendre acte du report, voté le matin même par la Chambre des députés, des élections municipales qui devaient avoir lieu le mois prochain. De s'être apparemment laissé couper l'herbe sous le pied par le Parlement aura tout de même épargné à l'équipe au pouvoir un casse-tête de taille. Tout scrutin coûte en effet de l'agent, et les caisses de l'État sont désespérément vides. Ne restait d'autre issue qu'un très hasardeux recours aux droits de tirage spéciaux auprès du FMI, ou alors à la bonne vieille planche à billets, cette imbattable faiseuse d'hyperinflation.

Ce n'était toutefois que partie remise, le brûlant dilemme se posant aussitôt avec les augmentations concédées, toujours hier, aux salariés des deux secteurs public et privé. Pour mérites que soient le plus souvent ces ajustements, de quels nouveaux impôts et taxes va-t-on toutefois accabler une population en proie à l'appauvrissement ? Qu'attendre encore par ailleurs d'une Assemblée elle-même passée experte dans l'art de foncer droit sur le désastre ? À la veille des législatives de 2018, c'est pour des motivations basement électorales, clientélistes, que les députés,

Par Issa GORAIEB
souds aux cris d'alarme des sommités financières, consentaient un substantiel magot à une administration publique déjà massivement parasitée : cela sans même se préoccuper, bien entendu, du financement de l'opération. C'était l'ère du Inchallah, du à Dieu vat, de la folle assurance que la Providence y pourvoit. C'était, souvenez-vous encore, le temps où un fantaron de ministre prétendait enseigner à la planète comment gérer un pays sans l'aide d'une invention aussi farfelue qu'un budget.

Mais les mentalités des responsables ont-elles vraiment changé depuis ? La classe dirigeante demeure viscéralement réfractaire à ces réformes structurelles qui, seules, peuvent encore sauver le pays. Gouvernement et Parlement confondus, elle ment comme elle respire, persistant à jouer au plus fin avec les institutions financières internationales. Elle-même frappée d'aveuglement, elle est incapable de nous montrer, de manière crédible, ne serait-ce qu'un coin d'horizon. Elle n'a jamais appris que prendre en charge la destinée d'un pays, c'est avant toute chose s'attendre au pire et veiller à l'éviter ; c'est voir plus loin que le bout de son nez, c'est agir pour parer à l'imminent bien sûr, mais aussi pour préparer le futur.

Les Libanais n'ont pas hélas ! le Churchill capable de les mobiliser en leur promettant, en même temps que le salut, du sang, de la sueur et des larmes. Et le Liban n'a franchement pas le souffle extraordinaire d'une Union soviétique qui, avant de finir par s'effondrer, a tenu durant sept décennies en exploitant le mythe des lendemains qui chantent. Ce que le Liban a seulement, c'est des dirigeants qui, dédaignant les leçons du passé, ont salopé le présent sans le moindre souci de l'avenir. Et ça, même l'idiot du village était en mesure de le prévoir.

INFLATION 4 F.G. et P.H.

Le gouvernement tente d'acheter la paix sociale



Des vétérans de l'armée, des fonctionnaires, des propriétaires de biens à « loyer ancien » et des enseignants des écoles publiques ont manifesté pour appuyer les revendications salariales devant le Grand Sérail, hier. Photo Mohammad Yassin

Le premier jour ouvré de la semaine après le congé de Pâques orthodoxe a été aussi actif que mouvementé pour la classe dirigeante libanaise.

Réunis en fin de matinée pour confirmer le report des municipales, les députés en ont profité pour saboter au passage le nouveau code des marchés publics dont le pays s'était doté en 2021.

En milieu d'après-midi, les membres du gouvernement sortant se sont retrouvés à leur tour pour se pencher sur un ordre du jour chargé de cadeaux pour les salariés du secteur privé et les fonctionnaires, sur fond de manifestations houleuses aux abords du Grand Sérail. L'exécutif a ainsi approuvé la hausse du salaire minimum que le comité de

l'indice des prix souhaitait voir atteindre 9 millions de livres. Il a aussi approuvé une nouvelle majoration provisoire des rémunérations des fonctionnaires, qui verront désormais leurs salaires d'avant la crise multipliés par sept. Enfin, les indemnités de transport des uns et des autres ont également été majorées.

Si le gouvernement n'a pas donné

son feu vert au projet de loi modifiant le Code de la monnaie et du crédit et qui aurait dû ouvrir la voie à l'apparition de nouvelles coupures de livres libanaises, il a en revanche donné son accord de principe à la prochaine hausse du taux du dollar donanier qui vient tout juste de passer de 45 000 à 60 000 livres pour un dollar.

ÉCLAIRAGE 2

Salah HJAZI
Entre les FL et le CPL, la bataille pour la rue chrétienne

FOCUS 3

Stéphanie KHOURI
Quand la municipalité de Beyrouth était divisée en deux...

MUNICIPALES 3

Claude ASSAF
Quelles chances pour une invalidation de la loi de prorogation ?

RÉFORMES 4

Philippe HAGE BOUTROS
Le Parlement sabote le nouveau code des marchés publics

CONSTRUCTION 4

P.H.B.
Pourquoi l'acier n'a pas encore détrôné le béton libanais...

INITIATIVE 5

Zéna ZALZAL
Quand un chant émouvant déclenche la solidarité des artistes corses envers le Liban

ENTRETIEN 6

Zineb MOUFTI
« L'arrestation de Ghannouchi sert à justifier une attaque tous azimuts contre la liberté de réunion politique » en Tunisie

VIOLENCES 6

Quatrième jour de combats au Soudan malgré les appels au cessez-le-feu

REPÈRE 7

Amélie ZACCOUR
Deux ans après la fin du blocus du Qatar, Doha et Abou Dhabi rouvrent leurs ambassades

RÉCONCILIATION 6

Première visite depuis 2011 du chef de la diplomatie saoudienne à Damas



Le président syrien Bachar el-Assad recevant hier le ministre saoudien des Affaires étrangères Fayçal ben Farhane, à Damas. Photo AFP

Il s'agit de la première visite depuis 2011 d'un responsable saoudien en Syrie. Hier, le chef de la diplomatie saoudienne Fayçal ben Farhane a effectué un bref voyage inédit à Damas où il a été reçu par le président Bachar el-Assad, consacrant ainsi la réconciliation entre la monarchie pétrolière et la Syrie. Cette visite in-

tervient dans le sillage du rapprochement entre l'Arabie et l'Iran, grand allié du président syrien. Le président Assad a salué dans ce cadre « les politiques d'ouverture et réalistes » de l'Arabie saoudite, qui « servent les intérêts des pays arabes et de la région », selon un communiqué de la présidence syrienne. Il a

également estimé que les relations « saines » entre la Syrie et le royaume wahhabite étaient « naturelles ». Lors de leur rencontre mardi, MM. Assad et Ben Farhane ont évoqué « les efforts pour parvenir à une solution politique de la crise syrienne », a affirmé de son côté le ministère saoudien des Affaires étrangères. La visite du

ministre saoudien intervient une semaine après celle de son homologue syrien Fayçal Moqdad en Arabie saoudite, la première également depuis le début de la guerre. Damas était isolé sur le plan diplomatique depuis la répression en 2011 du soulèvement populaire qui a dégénéré en conflit.

PRÉSIDENTIELLE

De retour de Damas, Frangié se voit pousser des ailes

Alors que ses pourfendeurs le pensaient affaibli, le chef des Marada a confirmé sa détermination à aller jusqu'au bout.

Jeanine JALKH

Sleiman Frangié sort enfin de son silence. Depuis que le tandem chiite a annoncé, à la mi-mars, qu'il soutenait sa candidature à la présidentielle, le leader des Marada n'avait pas fait le moindre décliné. C'est dire combien ses propos hier, à sa sortie de Bkerké, étaient attendus.

Alors que les informations sur son intention de se retirer de la course se sont multipliées ces derniers jours, le leader du Nord est venu balayer « ces rumeurs de presse infondées », assurant qu'il restait plus déterminé que jamais à poursuivre l'aventure.

Bien qu'il n'ait pas officiellement sa candidature, Sleiman Frangié est apparu confiant et plus convaincu que jamais que le vent lui est favorable. Dans le fond, les points essentiels de son discours n'ont pas changé. Mais le leader chrétien a insisté sur ce qu'il considère être ses deux principaux atouts : sa relation privilégiée avec Damas, où il s'est rendu mercredi dernier, et ses bons rapports avec le Hezbollah, qu'il compte mettre à profit pour remettre sur le tapis la question de la stratégie de défense nationale.

Mais ce qui ressortait de manière distinctive dans son discours est, sans aucun doute, la question des mutations régionales qui, a-t-il dit à demi-mot, seraient en sa faveur plutôt que le contraire.

Alors que ses pourfendeurs – notamment les principaux partis chrétiens et une partie des députés de la contestation – misaient depuis quelque temps sur le niet saoudien à sa candidature, le chef des Marada est venu leur dire hier de ne pas se tromper de lecture. Car cela pourrait coûter cher aux chrétiens, a-t-il insinué, en évoquant plus d'une fois le rapprochement entre l'Iran



Le chef des Marada Sleiman Frangié reçu hier par le patriarche Rai à Bkerké. Photo lue de son compte Twitter.

du dossier du retour des réfugiés, qu'il pourra, mieux que quiconque, négocier avec la Syrie voisine, assurant qu'il est déjà « mis sur les rails » mais n'a pas encore complètement mûri. Quant à la stratégie de défense, il compte toujours l'enclencher par le biais d'un dialogue national, s'il est élu. Sur ce sujet, Sleiman Frangié a toutefois tenu à prendre ses précautions, surtout depuis que le front militaire s'est embrasé au Liban-Sud il y a une semaine, un développement qui a largement desservi le candidat qui dit vouloir rassurer les appréhensions des uns et des autres. « Pour ma part, je vais appeler à la tenue d'un dialogue en vue de définir une stra-

tégie susceptible de protéger le Liban. Mais pour sa réussite, il faudra que les différents protagonistes y prennent part avec un esprit ouvert, constructif et non pas pour poignarder le Hezbollah », a-t-il prévenu.

Le chef des Marada s'est également adressé aux responsables saoudiens qui continuent à ce jour de lui opposer un veto – dont il dit d'ailleurs n'avoir « jamais entendu parler que dans la presse » –, pour tenter de les rassurer. Il a rappelé qu'il n'avait jamais personnellement exprimé de position hostile à l'égard de Riyad et mis en avant le climat d'entente qui prévaut actuellement au niveau du monde arabe et qui devrait être mis à profit du Liban se-

pour sortir de l'impasse. C'est une solution et non pas une initiative. La France invite les partis – les chrétiens en tête – à trouver une solution de rechange et elle sera plus que ravie de l'adopter », commente une source diplomatique française pour L'OLJ. Comprendre qu'en l'absence d'alternative, la formule suggérée par la France est toujours de mise.

Une déclaration qui s'inscrit en porte-à-faux par rapport aux récentes prises de position laissant entendre que la suggestion de la France n'est plus vendable. Aussi bien les Kataeb, les FL que le CPL appellent Paris à revoir ses calculs. « La France s'est rendu compte de l'impasse. Il est désormais clair que la médiation française a buté contre deux obstacles, interne et externe (le niet saoudien) », indique le porte-parole des FL, Charles Jabbour. Un son de cloche similaire du côté du Courant patriotique libre. « Les Français nous ont proposé plus de noms ni de compromis entre les deux camps du 8 et du 14 Mars. Actuellement, ils essaient de mettre à profit le rapprochement entre l'Arabie saoudite et l'Iran pour trouver un compromis », commente Rindala Jabbour, un cadre au sein du CPL.

Pour les FL aussi bien que pour le courant aouniste, la tournée de l'ambassadrice de France, Anne Grillo, auprès des responsables politiques était destinée à sonder les opinions et tâter le terrain « en vue de la recherche d'une solution tierce ».

La députée de la contestation Paula Yacoubian, qui s'est également entretenue avec Mme Grillo, est sortie de la rencontre avec une impression quelque peu différente. « Les Français sont aujourd'hui convaincus que les partis qui contestent la candidature de Sleiman Frangié n'ont pas réussi à ce jour à lui opposer un autre candidat. Ils pensent que le Hezbollah est le plus fort sur le terrain, d'où la nécessité d'une solution équilibrée qui puisse contenter les uns et les autres », commente la députée. C'est ce que le diplomate français cité plus haut qualifie d'ailleurs de pragmatisme, en évoquant deux critères pris en compte par Paris : le respect de Taëf et (le rapport) des forces en présence.

ÉCLAIRAGE

Entre les FL et le CPL, la bataille pour la rue chrétienne

La compétition entre les deux partis qui se disputent le leadership de la communauté rend difficile la tenue d'un dialogue interchrétien.

Salah HIJAZI

« Nous ne répéterons pas Meerab. » Tout comme la plupart des membres de son parti, dont son chef qui a récemment affirmé qu'il « ne referait pas la même erreur », la députée Forces libanaises de Jezzine Ghada Ayoub semble catégorique : l'accord signé en janvier 2016 avec le Courant patriotique libre, l'autre grand parti chrétien, appartient à une ère révolue. À l'époque, cette rare démonstration d'union interchrétienne a permis l'élection de Michel Aoun, fondateur du CPL, à la présidence de la République après plus de deux ans de vacance au sommet de l'État, en échange d'un partage des nominations-clés. Mais si aujourd'hui les deux principaux blocs chrétiens convergent dans leur opposition à l'élection du candidat du tandem chiite, Sleiman Frangié, à la présidence, la perspective d'un accord de Meerab bis semble de moins en moins plausible. Car l'enjeu dépasse le scrutin présidentiel et les deux formations chrétiennes ont dans leur vœu un même lot qu'elles ne veulent pas partager : le leadership de la communauté.

« Divergences tactiques »

À première vue, le CPL et les FL sont destinés à s'entendre. D'abord, ils ont prouvé qu'ensemble ils disposent d'une capacité de blocage importante, même à leur insu. Ils bloquent depuis des mois la tenue de séances législatives tant que la vacance présidentielle persiste, et ont imposé au Premier ministre sortant Nagib Mikati de revenir sur sa décision d'ajourner le passage à l'heure d'été à la fin du mois de ramadan. Ensuite, Gebran Bassil, patron du CPL, a déjà montré son ouverture à la tenue d'un dialogue avec son rival, pour éviter qu'un président « ne soit imposé » aux chrétiens par le tandem chiite, en référence à Sleiman Frangié. Car du fait de l'appui du Hezbollah au leader des Marada, mais aussi à Nagib

Mikati, qui a convoqué à plusieurs reprises un Conseil des ministres en période de vide présidentiel malgré le boycott de la majorité des chrétiens, la relation entre le CPL et son allié chiite traverse une période trouble. Résultat, le député de Batroun se retrouve isolé et se tourne vers son rival chrétien dans l'objectif de continuer à peser dans la balance. « Nous avons préparé une liste de présidents non partisans et acceptables pour les deux camps, sur laquelle nous pouvons baser nos discussions et présenter un candidat disposant de la légitimité chrétienne nécessaire », affirme Rindala Jabbour, cadre du CPL.

Toutefois, cette initiative se heurte à une fin de non-recevoir. Le patriarche maronite Béchara Rai s'est contenté de convoquer, début avril, les députés chrétiens à une retraite spirituelle à l'église Notre-Dame de Harissa, sans que la politique ou l'élection présidentielle ne soient réellement évoquées. De leur côté, les FL semblent elles aussi peu enthousiastes à l'idée de négociations avec le parti aouniste. « Le CPL a des divergences tactiques avec le Hezbollah, mais il n'a pas abandonné sa position favorable à la "résistance". Il existe donc un désaccord profond entre nous, qui fait que nous ne pouvons pas nous entendre sur les grands dossiers », affirme Mme Ayoub. Et d'abandonner : « Nous avons notre candidat, Michel Moawad. Si le CPL le souhaite, il peut le soutenir à nos côtés. » Avec la majorité des formations de l'opposition, le bloc parlementaire de la République forte pour le député réformiste de Zghorta lors des séances électorales. Or les chances de voir cette candidature aboutir semblent de plus en plus maigres, les discussions au Liban et à l'étranger orbitant autour de l'élection d'un président de consensus.

Sauter sa popularité

Mais si les FL refusent un nouveau « compromis » présidentiel avec le CPL, c'est surtout pour ne pas pa-

raître comme ayant lâché du lest aux yeux de leur électorat. Sept ans après Meerab, les FL sont fermement positionnées dans l'opposition au camp du 8 Mars et ses alliés, et imputent au mandat de Michel Aoun une grande part de responsabilité dans la crise économique et politique qui frappe le pays. Lors de la contestation du 17 octobre 2019, les FL se sont vite rangées du côté des protestataires, démissionnant du gouvernement de Saad Hariri et rejoignant en masse les manifestations. Une stratégie payante, le parti de Samir Geagea ayant connu une importante poussée lors du dernier scrutin législatif, s'érigeant en meilleur représentant de l'opinion publique chrétienne mais aussi du camp de l'opposition. Une position de force qui rend le parti moins enclin à négocier un partage d'influence avec le CPL, d'autant qu'il a été le premier à soutenir la candidature de Joseph Aoun, le chef de l'armée, perçu par de nombreux observateurs comme la figure de compromis par défaut, mais honni par Gebran Bassil.

« Malheureusement, Samir Geagea a prouvé à maintes reprises qu'il était surtout préoccupé par son propre bénéfice plutôt que par l'intérêt national », lâche Mme Jabbour. Et de poursuivre : « En tout cas, nous sommes favorables au dialogue pour sortir le pays de sa crise. »

Si les aounistes gardent malgré tout la main tendue aux FL, c'est parce que Gebran Bassil essaye de réimaginer son positionnement politique pour sauver sa popularité en baisse. Le député de Batroun a en effet vu son bloc parlementaire sortir affaibli des législatives de mai, passant à seulement 17 députés contre une trentaine après le scrutin de 2018, et ce malgré un soutien et un transfert de voix chiites conséquents du Hezbollah. Mais aujourd'hui, compte tenu de ses relations tendues avec le Hezbollah, le leader maronite essaye de se repositionner en défenseur des chrétiens, sans ouvertement remettre en question les armes



Des drapeaux des FL et du CPL à Batroun, le 15 mai 2022. Ibrahim Chalhouh/AFP

du parti chiite.

Une stratégie médiane que le Hezbollah semble tolérer. « Derrière sa main tendue aux FL, Gebran Bassil veut renforcer sa position populaire, surtout parmi les chrétiens. Le Hezbollah observe ces développements et espère que le résultat sera bénéfique pour tous », affirme Kassem Kassir, un analyste proche des milieux du parti pro-iranien.

Dès lors, et tandis qu'elles essaient de ratisser large dans la rue chrétienne, les deux formations se sont livrées, vendredi et samedi, à un échange acerbe autour de la question des municipales, un scrutin initialement prévu en mai et dont la tenue est de plus en plus incertaine. D'un côté, Samir Geagea a accusé « les groupes parlementaires de la mouammar et du CPL » de vouloir « torpiller les municipales » en invoquant des prétextes logistiques. En effet, si le bloc aouniste dit s'opposer à la tenue de séances législatives en pleine vacance présidentielle, il devrait

se rendre mardi à la séance prévue au Parlement pour voter l'ajournement de la date du scrutin, contrairement aux FL. « La position de Samir Geagea contredit celle des députés FL qui avaient annoncé, lors des réunions des commissions parlementaires, que le ministère de l'Intérieur et les organes de l'État n'étaient pas prêts à tenir les

municipales », a réagi le comité des médias du CPL. Si le parti orange se dit prêt aux municipales au cas où elles devaient avoir lieu, il semble qu'il se passerait volontiers d'une nouvelle épreuve de popularité en pleine élection présidentielle. Et les FL, plus sûres d'elles-mêmes, semblent jouer sur cette insécurité...



ELECTIONS

Le report des municipales met à nu le gouvernement et le Parlement

La Chambre proroge le mandat des conseils municipaux jusqu'au 31 mai 2024 maximum ; Mikati propose de nouvelles dates pour le scrutin.

Yara ABI AKL

C'est officiel. Le mandat des conseils municipaux et des moukhtars a été prorogé d'un an au maximum, soit jusqu'au 31 mai 2024, à la faveur d'un texte de loi voté hier à la Chambre. Cette décision du Parlement – réuni sous le label de la « législation de nécessité » – est la concrétisation de l'accord politique élargi conclu dans les couloirs la semaine dernière pour renvoyer le scrutin aussi loin que possible. Au-delà de la décision elle-même, la séance a mis à nu tous les protagonistes impliqués dans ce dossier et qui s'étaient amusés à se renvoyer la patate chaude avant de mijoter une issue de crise qui leur sauverait la face.

La réunion a, d'une part, dévoilé les intentions des partis politiques favorables à un report des élections pour repousser un nouveau test de popularité jugé inopportun, alors qu'ils se disent tout haut pour la tenue du scrutin. Tel est bien entendu le cas du Courant patriotique libre. Après avoir fait avorter la tenue de séances législatives en période de vacance présidentielle, le CPL a choisi son camp : il s'est rangé – fait de plus en plus rare – aux côtés du Hezbollah et du mouvement Amal et leurs satellites pour assurer le quorum d'une séance qui visait principalement à ajourner les municipales. Et ce, en dépit de leurs profondes divergences autour de la présidentielle. C'est d'ailleurs le vice-président de la Chambre, Elias Bou Saab, gravitant dans la galaxie aouniste, qui a initié le processus de report en présentant une proposition de loi prorogeant le mandat des municipi-



Le Premier ministre sortant, Nagib Mikati, furieux, lors de la séance parlementaire d'hier. Photo Nabli Issmail

palités de quatre mois. D'autre part, les discussions engagées hier ont dévoilé au grand jour l'incapacité du cabinet sortant de Nagib Mikati d'organiser les municipales dans les délais fixés par le ministre sortant de l'Intérieur, Bassam Moulououi. De nombreux députés ont ainsi tiré à boulets rouges sur le cabinet, l'accusant de « mentir aux Libanais » et de « manquer à ses devoirs ». Mais dans un contexte politique tendu, M. Mikati n'a clairement pas voulu faire seul les frais d'une décision impopulaire. Il a donc préféré se contenter d'acter en Conseil des ministres un report qui bénéficierait de la couverture du Parlement. Même si ce dernier a, au final, fait une fuite en avant en soulignant le caractère strictement technique du report, et laissant au cabinet le soin de

fixer de nouvelles dates. Nagib Mikati a répondu du tac au tac en proposant de nouvelles dates pour le scrutin.

C'est donc dans une atmosphère électrique que le Parlement a tenu sa séance. Comme prévu, les 73 députés présents à l'hémicycle ont avalisé une proposition de loi – rédigée jeudi dernier lors de la réunion du bureau de la Chambre – prorogant d'un an au maximum les mandats des conseils municipaux. « Désormais, la balle est dans le camp du chef du gouvernement. C'est à lui de tenir le scrutin une fois les obstacles surmontés », commente pour *L'Orient-Le Jour* Ghassan Attalah, député aouniste du Chouf. Ce dernier a pris part à un virulent échange verbal entre le Premier ministre sortant et nombre de parlementaires présents.

« Tout a commencé lorsque Oussama Saad, député de Saïda, a pris la parole et accusé le cabinet de « mentir aux Libanais en se montrant prêt à tenir les municipales », raconte un député qui a requis l'anonymat. De même source, on apprend que Elias Bou Saab a même proposé de retirer sa proposition de loi si le gouvernement était disposé à organiser les municipales. « Nagib Mikati s'est alors montré perplexe », révèle un député. Réagissant aux propos de M. Saad, M. Mikati n'a pas mâché ses mots : « Vous êtes tous en train de mentir aux Libanais. Vous ne voulez pas de municipales. »

Mikati contre-attaque

Après l'échange acerbe avec plusieurs parlementaires, le Premier mi-

nistre a reconnu que le cabinet est incapable d'organiser les élections dans les délais fixés par M. Maoulaoui. Dans son intervention à la fin de la séance, M. Mikati a proposé de tenir le scrutin les 21 et 28 mai, avant de tenter de balayer les accusations lancées contre son cabinet. « Si le Parlement vote la prorogation du mandat des municipalités, nous nous engageons à tenir le scrutin dans les plus brefs délais », a-t-il lancé. Puis de s'en prendre au CPL : « Si vous voulez les municipales, vous n'auriez pas assuré le quorum de cette séance visant à les ajourner », a-t-il tonné. Un point que Gebran Bassil a tenu à expliciter à la presse à l'issue de la séance, comme pour lever l'ambiguïté sur sa position, accordant la prio-

rité à la présidentielle... qu'il bloque sur ordre du Hezbollah, au moyen du défaut de quorum. « Nous avons participé à cette séance à une seule fin : éviter la vacance au sein des municipalités et parmi les moukhtars. Nous ne pouvons ajouter une vacance municipale aux vacances présidentielle et gouvernementale », a-t-il dit. « Celui qui nous reproche notre présence fait de la surenchère après avoir participé entre 2014 et 2016 à des séances sous le signe de la législation de nécessité », a encore dit le chef du CPL, dans une pique à son rival chrétien, le chef des Forces libanaises Samir Geagea. Ce dernier avait pourtant reconnu avoir « commis une erreur » en participant aux réunions parlementaires avant l'élection de Michel Aoun. Affirmant avoir tiré les leçons du passé, les FL ont boycotté la réunion d'hier au même titre que les Katazib et les députés de la contestation.

Acte II au Séraïl

Quelques heures plus tard, l'acte II a pris place au Séraïl. Le gouvernement s'est en effet réuni l'après-midi. Loin de se contenter d'avaliser la démarche de la Chambre, le Premier ministre sortant en a profité pour tenter de montrer son sérieux en matière de municipales. A l'ouverture de la séance, il a mis en lumière le rôle du cabinet pour financer le scrutin, une tâche qu'il ne voulait pas accomplir, dans un premier temps, se tournant vers la Chambre. « Nous sommes concernés par le financement des élections », a déclaré le chef du gouvernement, exhortant le ministre de l'Intérieur à se réunir avec les fonctionnaires concernés afin de « mettre en place une étude portant sur les nouvelles dates, et qui serait examinée lors du prochain Conseil des ministres ». Nagib Mikati répondait à tous ceux qui l'accusaient de ne pas avoir finalisé les préparatifs logistiques à la tenue des municipales. C'est d'ailleurs ce qui avait poussé Nabih Berry au cours de la séance parlementaire à reprocher à M. Mikati de l'avoir « piégé » en pressant pour que le Parlement vote un report du scrutin.

MUNICIPALES

Quelles chances pour une invalidation de la loi de prorogation ?

Le Conseil constitutionnel devrait veiller au principe démocratique de la périodicité des élections, tout en étudiant l'existence de circonstances exceptionnelles, affirment des experts.

Claude ASSAF

Sans surprise, le Parlement a adopté hier une loi édictant la prorogation du mandat des conseils municipaux et des moukhtars pour une durée maximale d'un an. Nombre de députés, dont ceux des Forces libanaises (FL) et des Katazib, ainsi que ceux issus du mouvement de contestation, ont boycotté la séance, jugeant que l'adoption d'un tel texte viole les principes constitutionnels et démocratiques, notamment l'alternance au pouvoir et la périodicité des élections. Tous entendent présenter des recours en annulation devant le Conseil constitutionnel (CC), qui se trouvera alors devant une alternative : soit juger que la prorogation est valable, soit l'annuler. Dans ce dernier cas, le gouvernement sera tenu de procéder aux élections.

Hier matin, avant même la séance prévue pour le vote de la loi de prorogation, le parti de Samy Gemayel a annoncé clairement son intention d'agir devant le CC. « Le Parlement est un collège électoral qui ne peut exercer de fonction législative », souligne le communiqué publié, en référence à la nécessité constitutionnelle d'élire d'abord un président de la République.

Dès qu'il avait été question, il y a quelques semaines, de prolonger le mandat des conseils municipaux par le Parlement, les FL avaient pour leur part annoncé qu'elles contesteraient une loi en ce sens. Contacté par *L'Orient-Le Jour*, Georges Okais, député FL, assure qu'avec ses confrères du parti, il présentera un recours dans le délai légal, c'est-à-dire au maximum 15 jours après la publication de la loi dans le *Journal officiel*. Charles Jabbour, porte-parole du parti, nous affirme que la prorogation du mandat des conseils est « politique », nécessitée par « la peur du tandem chîite (Hezbollah et Amal) de l'échec électoral ».

Du côté des députés de la contestation, Melhem Khalaf fait savoir qu'il étudie avec ses onze co-conseillers et confrères les points principaux sur lesquels s'appuierait leur recours. Il évoque notamment la violation du principe de l'alternance au pouvoir, dé-

plorant que le scrutin avait été reporté une première fois en 2022. Le président du CC, Tannous Mechleb, affirme que si plusieurs recours sont portés, l'instance les joindrait en un seul, sur base de leurs points communs. « Le CC devra examiner la loi, mais aussi les débats parlementaires qui ont précédé son adoption, ainsi que les motifs invoqués », indique le juge Mechleb, précisant qu'il n'a pas encore pris connaissance des textes en question.

« Le principe général est que les élections doivent se tenir à la date prévue », insiste le président du CC, soulignant cependant que « les circonstances exceptionnelles justifient une législation exceptionnelle ». À l'appelle qu'en 2014, son prédécesseur Issam Sleiman et les membres du conseil avaient rejeté un recours en invalidation d'une loi sur la prorogation du mandat du Parlement. « À l'époque il n'y avait pas de président ni un gouvernement en fonction », relève-t-il, indiquant qu'il redoutait alors une vacance au niveau du pouvoir législatif, « par souci de préserver l'intégrité supérieure de l'État ». Est-ce à dire que le CC actuel pourrait prendre une décision dans le même esprit ? « Si la similarité des situations est totale, et par souci de stabilité législative, il faudrait émettre des jugements en harmonie avec ceux prononcés par les Conseils constitutionnels précédents », répond-il. Pour lui, il faudra étudier si le danger d'un vide au niveau du Parlement équivaut à un report des municipales, et il insiste sur le fait qu'il n'y a toujours pas de recours et qu'il ne fait que parler en termes généraux. Il ajoute que ce sera le cas échéant au CC de définir ce que sont « les circonstances exceptionnelles ».

« Le délai de prorogation est trop long »

Quelles seraient les circonstances qui revêtraient en l'espèce un caractère exceptionnel ? Rizk Zgheib, avocat spécialisé en droit public et maître de conférences à la faculté de droit et de sciences politiques de l'USJ, pense que la grève des fonctionnaires pourrait constituer une exception. « Les

fonctionnaires se trouvant en arrêt de travail (pour contester leurs bas salaires), les candidats potentiels ne peuvent obtenir les documents requis auprès des administrations », relève-t-il. Un autre motif logistique réside dans « la réticence des magistrats à participer aux commissions électorales qui contrôlent la validité des élections ». Me Zgheib fait remarquer enfin le défaut de candidats aux élections. « Le délai de présentation des candidatures a commencé le 5 avril et s'achèvera incessamment, sans que des candidats ne se soient inscrits », souligne-t-il.

Pour Adel Yammine, docteur en droit et enseignant de droit constitutionnel à l'Université La Sagesse et à l'Université libanaise, la prolongation du mandat n'est pas constitutionnelle, sauf en cas d'impossibilité « de tenir les élections. Il rappelle qu'en septembre 1997, sous le mandat d'Élias Hraoui, le CC avait annulé une loi adoptée en juillet de la même année, en se basant sur le principe démocratique de « la périodicité des élections ».

Même si les circonstances exceptionnelles étaient retenues pour valider la loi adoptée hier, les parlementaires qui l'ont adoptée devraient se trouver devant un autre obstacle, celui du délai du report du scrutin. M. Zgheib et Yammine estiment pour leur part que la durée d'un an est « trop longue ». « Il existe une disproportion entre les circonstances du report et la prorogation d'un an », déplore Me Zgheib. « S'il y a des exceptions permettant de déroger au principe de la périodicité des élections, elles devraient s'inscrire dans la limite du temps nécessaire pour pallier les failles qui empêchent la tenue du scrutin », prône-t-il.

Pour Me Yammine, « il fallait fixer une courte période pour assurer les moyens nécessaires à l'opération électorale ». « En décidant d'une aussi longue prolongation, le Parlement a donné au gouvernement la latitude de décider d'une manière arbitraire de la date des prochaines élections, en fonction des intérêts des parties politiques dont il est proche », souligne-t-il.

FOCUS

Quand la municipalité de Beyrouth était divisée en deux...

Deux municipalités éphémères voient le jour de 1908 à 1911, mais l'expérience se révèle impraticable en raison de la fragmentation du travail municipal.

Stéphanie KHOURI

C'est une parenthèse évacuée de la conscience beyrouthine dont seuls les livres d'histoire ont encore la mémoire. Une information qui, si elle tombait entre de mauvaises mains, pourrait facilement être travestie, exploitée car mal comprise. A l'heure où une partie des forces politiques libanaises appelle à une « partition de la capitale », un rapide détour historique fournit des éléments de contexte utiles permettant de comprendre que le débat n'est ni nouveau ni convaincant en matière de gouvernance.

Il y a un peu plus d'un siècle, les habitants de la ville de Beyrouth étaient témoins d'une expérience éphémère visant – officiellement – à améliorer l'implantation locale en dédoublant les services de la municipalité. Sur décision du gouverneur, cette dernière est divisée en deux. À partir de 1908, la partie occidentale de la ville est administrée par un président sunnite (Mounih Ramadan), tandis que les quartiers orientaux sont gérés par un grec orthodoxe (Boutros al-Dagher).

Introduite dans la région pour la première fois en 1863 à Beyrouth, puis à Deir el-Qamar en 1864, la municipalité est une institution nouvelle, audacieuse, portuse de démocratie pour les citoyens qui y placent leurs attentes en matière de juste gouvernance. Dans un contexte où l'Empire ottoman cherche à se réformer afin de se moderniser, la municipalité fournit un relais local inédit, en même temps qu'elle offre un certain degré d'autonomie par rapport au pouvoir central. « Quand les Alliés occupent Beyrouth en octobre 1918, ils sont confrontés aux prétentions du conseil municipal de la ville », relate l'historienne Carla Eddé dans un article publié dans les *Cahiers du Cermoc* (IFPO, 2014).

Aux yeux du législateur ottoman, il est donc naturel que la taille de

cette institution avant-gardiste soit proportionnelle à celle du tissu urbain qu'elle administre : la loi ottomane de 1877 autorise une ville à disposer d'une municipalité pour chaque 40 000 habitants – Damas en aura quatre entre 1905 et 1909. À Beyrouth, le débat quant à un dédoublement de la municipalité accompagne la croissance de la ville. « Beyrouth a eu droit à deux municipalités à partir du moment où sa population a dépassé les 80 000 habitants », indique l'universitaire Jens Hanssen. Dès la fin du XIXe siècle, la presse locale commence à débattre d'une telle possibilité. Il faudra néanmoins attendre 1908 et une querelle interne entre des responsables sunnites pour que la décision soit actée.

Mais l'expérience tourne rapidement au vinaigre. Les mêmes rivalités qui minent l'ancienne municipalité s'appliquent à cette nouvelle configuration. « Les deux municipalités sont entrées en compétition de la pire des manières », atteste un directeur d'archives de l'autorité mandataire citée par Jens Hanssen dans *Fin de Siècle Beirut – The Making of an Ottoman Provincial Capital* (Oxford, 2005). « Les présupposés sur lesquels se base la partition – une démultiplication des offices municipaux permettrait un meilleur service – s'avèrent faux en pratique. « Ça n'a donné aucun résultat, la division a au contraire commencé à coûter beaucoup plus cher, l'État ottoman a donc jugé que ça ne servait à rien... » explique Carla Eddé. L'unité de la ville est rétablie dès 1911, sur ordre du nouveau gouverneur. La page est tournée, l'expérience reléguée aux archives de l'histoire...

Non-dit

Cent onze années plus tard, l'idée est réintroduite à l'été 2022. En juillet, trois députés du Courant patriotique libre présentent une proposition de loi prévoyant une scission municipale entre l'Est,

à majorité chrétienne, et l'Ouest, à majorité musulmane, l'ensemble étant chapeauté par un méga-conseil créé à l'échelle de la capitale. Là encore, l'argument officiel est technique. « Pour améliorer les services aux citoyens et permettre une bonne gestion, il faut diviser la municipalité en deux », affirme à *L'OLJ* le député aouniste Nicolas Sehnaoui. Mené sous couvert de décentralisation, le projet de fragmentation de l'action municipale cache mal ses visées sectaires. Pour nombre d'observateurs, la proposition n'est qu'une tentative à peine déguisée afin d'institutionnaliser une logique confessionnelle héritée de la guerre civile. Un projet qui menace de « nous ramener 30 ans en arrière », confiait alors à *L'OLJ* le député de la contestation Waddah Sadek.

30 ans, peut-être même plus. De 1908 à 2022, le projet de division de Beyrouth est gorgé de sous-entendus communautaires n'ayant pas survécu à l'épreuve de la pratique. « Derrière l'idée d'une plus grande efficacité, se trouve un non-dit : dès le début du XXe siècle, certains accusent la municipalité de s'occuper davantage des quartiers ouest (déjà à majorité musulmane, même si une composante chrétienne non négligeable y réside jusqu'à nos années soixante-dix, NDLR) », explique Carla Eddé. Aujourd'hui comme hier, le bras de fer communautaire pour le contrôle de la capitale est précisément ce qui pourrait mener à sa nécrose. « Cette proposition (de division, NDLR) défait toutes les connaissances dont nous disposons en termes d'aménagement du territoire. Il s'agit d'un discours populiste à bas coût. Beyrouth est minuscule, ingouvernable parce que disséquée en petites unités... Il faudrait au contraire élargir la zone administrative, et non la réduire », estime Mona Fawaz, professeure d'études urbaines à l'AUB et cofondatrice du Beirut Urban Lab.

AUDI 1,38 0%	BLOM Stock Index 1 878,88 0%	Pétrole WTI 80,91 -2,33%	Sayrafa 99 350 000 \$ +15,52% ↑ 86 700 LL/\$ 0%
BYBLOS 20 0%	HOLCIM 40,01 0%	BLOM 2,45 0%	SOLIDERE A 89,95 +3,69%
			SOLIDERE B 89,85 +1,07%
			Or 2 006,35 -2,49%

Rendement des bons du Trésor (en %)	
Euro obligations libanaises - 5 ans	62,59
Euro obligations libanaises - 10 ans	51,02
Obligations américaines - 10 ans	3,61
Obligations du Trésor français - 10 ans	2,97
Obligations du Trésor allemand - 10 ans	2,48
Obligations du Trésor britannique - 10 ans	3,72
Obligations du Trésor japonais - 10 ans	0,52

Devise taux croisé	LBP	USD \$	GBP £	CHF	YEN ¥	EUR €
LBP Livre libanaise	-	15 000	18 730,80	16 805,40	112,46	16 527,70
\$ Dollar US	0,00007	-	1,24	1,12	0,01	1,09
£ Sterling	0,00005	0,81	-	0,90	0,01	0,88
CHF Franc suisse	0,00006	0,9	1,11	-	0,01	0,98
¥ Yen	0,00889	134,32	166,75	149,46	-	147,01
€ Euro	0,00006	0,91	1,13	1,02	0,01	-

Les chiffres présentés sont ceux de la dernière clôture de la Bourse.

RÉFORMES

Le Parlement sabote le nouveau code des marchés publics

Les organes sécuritaires, la police et l'armée ont été exonérés de toute obligation de planifier et de publier leurs plans d'achats.

Philippe HAGE BOUTROS

Bien que réuni en priorité pour prolonger le mandat des municipalités, le Parlement amputé des Forces libanaises (FL) et des Kataeb s'est tout de même donné le temps hier d'approuver, à la sauvette, une proposition de loi modifiant profondément le nouveau code des marchés publics (la loi n° 244/2021) voté il y a près de deux ans et qui a commencé à être mis en œuvre en juillet dernier.



Une aire de chantier jouxtant le barrage de Mselha, dans le nord du pays, il y a un an. Photo PH.B.

Passée brièvement par les commissions parlementaires mixtes sans y être discutée, la proposition a été endossée par les députés Ali Hassan Khalil (ancien ministre des Finances - mouvement Amal), Jihad al-Samad (indépendant sunnite) et Alain Aoun (Courant patriotique libre). Selon un rapport finalisé ces derniers jours par l'Institut des finances Bassel Flehane - rattaché au ministère des Finances - les amendements apportés affectent grandement la capacité du code des marchés publics à garantir la transparence et l'exercice de la libre concurrence.

Un signal ambigu

L'ancien député Yassine Jaber (Amal) a présidé la sous-commission parlementaire qui a travaillé sur la loi de 2021 « pendant un an et demi » environ. Contacté par L'Orient-Le Jour, il a jugé « regrettable » que les amendements apportés n'aient pas fait l'objet de discussions sérieuses ni en commission ni par l'Assemblée plénière. Il a aussi considéré que ce vote risquait d'envoyer un message ambigu aux voix qui, à l'image du Fonds monétaire international ou des soutiens internationaux du Liban, demandent à la classe dirigeante de lancer des réformes.

Sur son compte Twitter, le député FL Georges Okais a employé un ton encore plus direct en affirmant que le Parlement avait « déformé la seule réforme » qu'il avait réussi à passer ces dernières années lors d'une séance parlementaire « inconstitutionnelle » allant jusqu'à traiter les députés présents de « criminels ». « Les nombreux amendements ont été introduits via une loi revêtue du caractère de double urgence, sous un article unique, ce qui

est en soi irrégulier », a souligné de son côté une source judiciaire souhaitant rester anonyme.

Une autre proposition, déposée préalablement par les députés FL, Ghada Ayoub, Fadi Karam, Razi el-Hajj, George Adwan, Ghassan Hasbani et Nazih Matta, et présentée au cours de cette séance, n'a pas été retenue. Elle visait à modifier la composition de certains comités institués par le Code des marchés publics. Le timing de l'adoption de ces amendements interpelle aussi. Ces dernières semaines, un processus de gré à gré pour la construction d'un nouveau terminal à l'Aéroport de Beyrouth a finalement été annulé par le ministère qui avait initié et un appel d'offres confiant la gestion des services postaux a dû être relancé après que l'Autorité de régulation des marchés publics a souligné des irrégularités dans l'offre soumise par la seule compagnie qui avait candidaté.

Nombreux risques

Préparé avant même le vote de la loi, le rapport de l'Institut Bassel Flehane liste les amendements de la proposition votée effectués et les risques qu'ils présentent.

• Un premier amendement de l'article 7 concerne l'instauration de conditions préalables pour l'accès des entreprises non libanaises aux dossiers d'appel d'offres. Avec cette modification, une société souhaitant participer à un marché public doit obtenir au préalable un certificat d'éligibilité délivré par le ministère de l'Économie et du Commerce, attestant qu'elle n'est pas en infraction avec la loi du boycottage d'Israël de 1955 en vigueur. L'amendement ne précise pas les mécanismes de publication des décisions et des moyens de recours ou de contestation de ces décisions, ce qui pourrait servir de levier de discrimination.

• Un autre ajout à l'article 7 a inscrit dans la loi l'obligation de préciser les ayants droit économiques des candidats - une modalité déjà prévue dans les dossiers d'appels d'offres de ce type -, mais sans préciser de mécanisme d'application.

• L'article 11 a aussi été altéré. Tout d'abord, les délais de présentation et de publication des plans annuels d'achats ont été modifiés de façon à ce que ces plans puissent être publiés que trois mois après le début de l'année financière. Ensuite, les organes sécuritaires, la po-

lice et l'armée ont été exonérés de toute obligation de planifier et de publier leurs plans d'achats, sachant que ces institutions sont de gros acheteurs.

Cet amendement est en contradiction avec le processus de planification budgétaire et ne permet plus au ministère des Finances d'avoir à temps une visibilité sur les prévisions de financement. Il limite aussi la visibilité des besoins des acheteurs publics par les opérateurs économiques et restreint de manière plus générale l'accès à l'information.

• L'amendement de l'article 19 impose désormais les critères de préqualification et de préqualification des fournisseurs, entreprises et prestataires de services soient définis par l'Autorité de régulation des marchés publics, en collaboration avec l'institution qui lance le marché.

Il impose aussi que l'autorité valide en amont des critères de préqualification pour chaque opération d'achat. Ce faisant, les députés ont non seulement accordé à l'autorité une prérogative qui l'oblige à interférer dans le processus d'attribution alors que son rôle premier est celui de superviser à distance et de façon neutre. Mais ils ont aussi réintroduit la pratique de « classification » abrogée en 2021 et qui est en contradiction avec les normes internationales en matière de concurrence. Les moyens de recours au cas de préjudice ne sont en plus pas précisés, entre autres manquements.

• L'amendement de l'article 46 redonne au secteur public la possibilité de faire la compétition au secteur privé dans les marchés de gré à gré.

• Enfin, l'amendement apporté aux articles 100 et 101 ont dénaturé le processus de composition des comités d'appel d'offres et des comités de réception des biens, services et travaux qui sont créés dans chaque institution qui a la capacité de lancer une commande ou un marché. Les conditions spécifiant que ces membres devaient être choisis en tenant compte de leurs compétences professionnelles et après contrôle de leurs antécédents judiciaires ont été supprimés et remplacés par des critères non définis « d'expérience antérieure », ainsi que d'autres qui doivent être précisés par l'Autorité de régulation.

INFLATION

Le gouvernement augmente les salaires et les indemnités de transport

Réuni au Grand Sérail dans l'après-midi en marge d'une manifestation de vétérans de l'armée, de fonctionnaires, de propriétaires de biens à « ancien loyer » et d'enseignants des écoles publiques venus appuyer des revendications salariales, le gouvernement sortant a adopté plusieurs mesures allant dans le sens des salariés sur fond de crise et d'effondrement de la livre. Cela n'a pas empêché certains manifestants de tenter de couper les barrières en fil barbelé érigées près des accès, ni la police de répliquer par des tirs de gaz lacrymogènes.

Les salaires dans le privé et le public

Le gouvernement a d'abord validé le relèvement du salaire minimum dans le secteur privé à 9 millions de livres libanaises, supposé entrer en vigueur à partir du 1er mai. Cette mesure avait été réclamée fin mars par le comité de l'indice des prix. Le minimum était toujours fixé à 2,6 millions de livres, malgré l'annonce en décembre dernier d'un nouveau seuil de 4,5 millions qui n'a jamais été appliqué.

Au taux de change actuel (97 000 livres pour un dollar), le salaire minimum atteint donc un peu moins de 93 dollars, au lieu de 27. Pour les journaliers, le salaire minimum quotidien est désormais de 410 000 livres (4,2 dollars).

Rémunérations dans le public

Le Conseil des ministres a aussi approuvé une majoration provisoire des traitements et salaires dans la fonction publique, qui entrera également en vigueur le premier mai. Les fonctionnaires se verront appliquer un supplément équivalent à quatre fois leur salaire de base applicable avant l'entrée en vigueur du budget de l'État pour 2022, alors qu'ils bénéficiaient déjà depuis le début de l'année d'un autre supplément équivalent à deux salaires de base.

Concrètement, cela revient à multiplier le salaire de base par 7, mais à condition que le salarié soit présent sur son lieu de travail au moins 14 jours sur tout le mois. Selon le communiqué officiel du gouvernement, ce supplément de quatre salaires de base ne doit pas être inférieur à 8 millions de livres ni supérieur à 50 millions de livres (82,5 et 515 dollars). Pour rappel, les fonctionnaires ont le droit de retirer leur salaire en dollar à un taux de change plus avantageux, conformément au mécanisme mis en place par la Banque du Liban via la circulaire n° 161.

Pour les retraités de la fonction publique, le supplément accordé équivaut à trois fois le salaire de base. Ils ont été augmentés dans les mêmes proportions que les fonctionnaires actifs dans le budget de 2022. Mêmes tarifs pour les militaires, avec un seuil minimum de 7 millions de livres.

Les indemnités de transport

Le gouvernement a accepté d'augmenter le montant de l'indemnité de

transport quotidienne à 250 000 livres par jour, supposée entrer en vigueur à partir du 1er mai. Actuellement de 95 000 livres par jour, celle-ci aurait dû être augmentée mi-décembre pour atteindre 125 000 livres, une annonce la aussi qui n'avait pas été suivie d'effet.

En ce qui concerne les fonctionnaires actifs, l'indemnité de transport a été relevée à 450 000 livres par jour - soit l'équivalent de 5 litres d'essence par jour aux prix actuels -, avec la même obligation de présence que pour la majoration de salaire. À l'issue de la réunion, le ministre sortant du Travail Moustapha Bayram a déclaré que le gouvernement allait « œuvrer » à alléger l'indemnité de transport du privé sur celle du public.

Nouveaux billets, DTS et LibanPost

Le gouvernement n'a pas pris de décision concernant le « projet de loi revêtu du caractère d'urgence » visant à modifier deux dispositions du Code de la monnaie et du crédit, soit l'article 5, qui liste les pièces de monnaie et coupures actuelles, et l'article 47, qui dispose que la Banque du Liban possède la prérogative exclusive d'émettre la monnaie - prérogative qui lui est accordée par l'État.

L'objectif était de préparer le terrain au vote d'une loi autorisant l'émission de nouvelles coupures de livres libanaises supérieures à 100 000 livres tout en permettant à l'exécutif de mettre la main sur une prérogative exclusive de la BDL. Un pas jugé « dangereux » et contradictoire avec le principe d'indépendance des banques centrales dans le monde par le ministre sortant des Finances Youssef Khalil, que nous avons contacté.

Les ministres ont de plus approuvé le déblocage de 35 millions de dollars prélevés sur ce qui reste des droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international pour financer l'importation de médicaments traitant les maladies graves et chroniques, ainsi que des matières premières utilisées par l'industrie pharmaceutique locale.

Le gouvernement devait en outre se pencher sur le cas de la reprise des services postaux après l'annulation du second appel d'offres visant à trouver un successeur à LibanPost. Aucune décision ferme n'a encore été prise à ce niveau, tandis que le contrat de LibanPost arrive à échéance fin mai.

Les ministres ont aussi approuvé un décret visant à modifier les modalités de calcul des impôts dus au titre de l'occupation provisoire de biens-fonds maritimes revenant à l'État sans préciser le montant de l'évaluation. Ils ont enfin approuvé le principe du passage dès le 1er mai du taux du dollar douanier de 60 000 livres pour un dollar depuis hier, à 90 000 livres.

F.G. et PH.B.

CONSTRUCTION

Pourquoi l'acier n'a pas encore détrôné le béton libanais...

Ce métal est moins cher, mais le Liban n'en produit pas.

Philippe HAGE BOUTROS

Le Liban, pays où les nouveaux bâtiments sont généralement construits en béton armé, gagnerait-il à considérer les structures métalliques comme une alternative viable ?

Antoine Abdo et Simon Barakat pensent que oui. Les deux architectes et leurs cabinets respectifs, AA (exécution) et A20 (conception et design), ont collaboré sur plusieurs projets au Liban et en Sierra Leone, conçus avec ce procédé généralement présenté comme plus pratique et moins coûteux. « Nous avons livré un centre commercial à Antélias (Landmark) en décembre, mais il y a aussi des maisons individuelles dans notre portfolio. Ça se fait plus à l'étranger, notamment aux États-Unis ou au Japon, mais c'est beaucoup plus rare au Liban, même si le procédé existe depuis des années, ainsi qu'une dizaine d'usines d'assemblage d'éléments de structure en acier », explique Simon Barakat.

« Pour l'instant, les promoteurs préfèrent les structures en béton armé pour presque tous les types de bâtiment, et il n'y a que l'industrie qui fasse exception », résume de son côté Walid Moussa, président du syndicat des agents et consultants immobiliers au Liban (REAL). Les structures métalliques ne sont pas non plus totalement absentes des

parcs résidentiels et commerciaux libanais, qui comptent notamment quelques exemples conçus par l'architecte Bernard Khoury, fondateur de DW5 et notamment connu pour avoir donné vie à l'émblématique boîte de nuit B018, pour ne citer que celle-ci.

Mais de quoi s'agit-il et en quoi ces structures se distinguent-elles de celles en béton armé ?

Différentes combinaisons

Les structures métalliques et celles en béton armé sont deux procédés de construction apparus au XIXe siècle. Elles utilisent toutes les deux du béton et du métal, mais ne les combinent pas de la même manière.

Pour les structures métalliques, la structure de l'immeuble est généralement faite en acier lourd ou léger. Les piliers (éléments verticaux) et les poutres (éléments horizontaux) sont préfabriqués, de la coulée au laminage. Transportés sur le chantier, les piliers sont fixés à une dalle porteuse en acier ou en béton armé préalablement coulée et servant d'assise à la construction. Les poutres et poteaux sont ensuite soudées aux piliers pour former le cadre de la structure, qui est ensuite « rempli » avec d'autres matériaux (bois, parpaings, panneaux sandwichs, etc.). Il existe aussi des systèmes de construction sans porteur, en acier léger, comme les structures spatiales.

Pour les structures en béton armé, des coffrages sont fabriqués afin de couler les piliers sur place. Au centre des coffrages sont tressés des trillis en fer qui font faire corps avec le béton coulé. Après que les piliers

porteurs ont été coulés, la dalle est coulée à son tour et les trillis de feraille qui composent cette dernière sont tressés avec ceux des piliers pour assurer les fixations. Le remplissage entre les piliers se fait généralement avec des parpaings. Enfin, certains éléments de la structure en béton peuvent être préfabriqués, et des procédés mixtes combinant structures métalliques et en béton armé ont également vu le jour ces dernières décennies.

Plus résistant, plus rapide

Les différences majeures entre les deux structures se trouvent au niveau des caractéristiques. Contacté, l'ingénieur Pierre Abi Rached liste rapidement ces différences en se basant sur une compilation de données mondiales.

« Tout d'abord, en termes de matériaux, les éléments en acier ont de petites sections compactes, ce qui les rend environ 60 % plus légers que le béton. De plus, l'acier est huit fois plus résistant que le béton en traction et en cisaillement ; il est résilient, contrairement au béton ; et il a une meilleure résistance aux contraintes de traction, de compression et de flexion.

Sur le plan opérationnel, il est beaucoup plus rapide de construire un immeuble à structure métallique, vu que les pièces sont préfabriquées. « Il est même potentiellement possible de démonter une structure en acier avec un minimum de casse pour la remonter ailleurs, ce qui est impossible avec le béton », ajoute de son côté Antoine Abdo. La différence de poids par rapport au béton

et la capacité de l'acier à s'étirer ou à se plier offrent en plus davantage de possibilités en termes de design, notamment sur les structures à longue portée ou les tours.

Sur le plan environnemental, une importante partie de l'acier utilisé dans la construction est recyclée et le procédé de construction est peu gourmand en eau, contrairement à celui du béton. Au niveau de la sécurité, les deux types de construction se valent, sauf face aux séismes, les propriétés des structures métalliques ayant là aussi un avantage en raison de leurs caractéristiques intrinsèques, selon un consensus général parmi les ingénieurs et les architectes. « Ce consensus ne concerne pas les immeubles spécialement conçus pour résister aux séismes les plus puissants, et qui font appel à des procédés spécifiques », nuance cependant Antoine Abdo.

Moins cher sur le papier

Fortes de toutes ces caractéristiques, les structures métalliques ont un autre avantage sur le béton, qui devrait en théorie être déterminant pour les promoteurs : le coût.

Une grande partie de l'approvisionnement du marché provient du recyclage, ce qui rend l'acier beaucoup moins cher que les autres matériaux et la structure en acier économique. La légèreté de l'acier offre une réduction considérable des coûts de main-d'œuvre grâce à une manipulation et un transport plus faciles et à une installation plus rapide.

Le béton contient de nombreux ingrédients tels que le ciment, le sable et le gravier, l'eau et divers ad-

ditifs. Et pour produire un élément en béton armé, des barres d'armature doivent être intégrées puis formées et coulées à la section souhaitée. Le nombre d'ingrédients et leur assemblage long entraînent des dépenses de construction élevées.

Selon une étude, le système typique de structure à ossature en portique acier coûte 5 à 7 % de moins qu'un système d'ossature en portique béton armé, en ne comptant pas le remplissage et les finitions, selon les données relayées par Pierre Abi Rached.

Pays du béton

Ce dernier prévient cependant que cette comparaison exclut plusieurs facteurs déterminants, dont certains sont directement liés aux spécificités du secteur libanais de la construction. « Il convient de comparer l'ensemble du processus de construction dans le pays concerné et non seulement la structure. La comparaison doit aussi se faire à la lumière des normes applicables dans chaque pays pour satisfaire la stabilité, l'isolation phonique et thermique, le coupe-feu, l'étaicement et toutes les exigences techniques concernées. Ce qui nécessite au préalable que chaque pays définisse les règles et les méthodes de construction des différents systèmes. Ainsi la comparaison entre les procédés de construction pourra être réalisée », explique-t-il, soulignant que cela n'a pas encore été fait au Liban.

Premier facteur déterminant sur le plan économique, le Liban ne produit pas d'acier - pas de mines ni de hauts-fourneaux - et doit donc importer les poutres déjà finies, avec

ce que ça importe comme surcoût. Et il est loin d'avoir les capacités nécessaires pour développer un secteur sidérurgique concurrentiel à même de changer la donne de sitôt.

En revanche, le pays produit du ciment (avec des capacités dépassant les 6 millions de tonnes par an) et la main-d'œuvre locale (ce qui est essentiel des ouvriers, des ingénieurs et des architectes sur le marché) est donc très habituée au béton armé. « Tout le monde sait travailler les structures en béton, mais peu de professionnels en revanche bénéficient d'un savoir-faire avec les structures métalliques », confirme un autre ingénieur, Pady Salibi. « Cela vaut pour la construction mais également pour l'entretien des bâtiments construits, comme pour tout ce qui concerne le traitement antirouille ou la thermo-isolation (l'acier ne brûle pas mais peut se déformer lorsqu'il est soumis à de fortes chaleurs, NDLR). Cela fait plus de dépenses à prévoir », ajoute-t-il.

C'est Antoine Abdo et Simon Barakat eux-mêmes qui mettent en avant un troisième facteur, psychologique. « Les promoteurs sont habitués au béton et n'aiment pas sortir de leurs habitudes, malgré les avantages flagrants », reconnaissent-ils, avant d'estimer qu'il est tout sauf trop tard pour changer de cap.

Ce qui est certain, c'est que si le secteur de la construction au Liban prenait le parti de changer ses habitudes en accordant plus d'importance à son impact environnemental, les structures métalliques se présenteraient alors comme une alternative sérieuse au béton.

DISPARITION

Gérard Avédissian emporte avec lui les souvenirs d'une Beyrouth éternelle

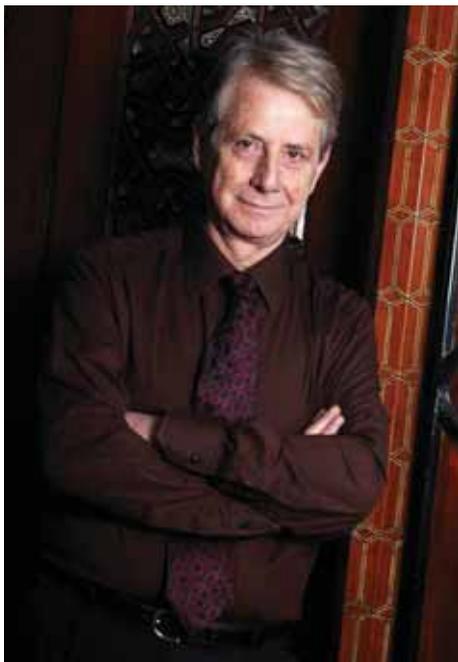
« Lorsque je mourrai, célébrez ma vie et portez-lui un toast en buvant un verre. Surtout, ne pleurez pas », avait-il dit à la comédienne Nada Bou Farhat. Il est parti le poète, le peintre, auteur, metteur en scène et comédien. Parti après quatre mois de lutte stoïque contre la maladie, emportant avec lui les souvenirs de sa Beyrouth outrancière, blessée, triste et joyeuse, chère à son cœur.

Colette KHALAF

« Aujourd'hui, à l'aube de mes 70 ans, j'ai encore l'âme d'un jeune homme de 18 ans. Je ne cesse d'écrire, de peindre et d'avoir des projets. Je me remplis de la vie. Si on est vide de l'intérieur, c'est qu'on est déjà mort. » Tels étaient ses propos en 2015 lors de notre rencontre avec lui à l'occasion de son retour sur les planches, avec *Sitt Badia* mettant en scène Nada Bou Farhat, à qui il a donné deux rôles importants dans sa carrière (*Azar Sitt Victoria*). Il nous avait confié aussi que Sitt Badia était une femme éternelle, « qui porte en elle la mémoire de Beyrouth dans toutes ses outrances, sa gaieté et sa tristesse, ses blessures et ses joies ». Un peu comme lui. Pour Gérard Avédissian, qui a tellement aimé Beyrouth, le temps n'était pas destructeur : « Tout dépend de l'usage qu'on en fait. D'ailleurs, l'arme que j'utilise contre la mort est ce grand intérêt que je porte à la vie et ma manière de rester en contact avec les autres. » Des propos qui témoignent du grand amour que cet artiste multidisciplinaire vouait à la vie.

Un parcours en plusieurs scènes

Né d'un père musicien et d'une mère sage-femme, tous les deux orphelins rescapés du génocide arménien, Gérard Avédissian a grandi dans une fratrie de quatre garçons à Ain el-Mreiss. Il fut le seul cependant à choisir la voie artistique. L'année de son bac, il réalise que son avenir se devait d'être loin des chemins tracés et balisés. Après s'être tourné vers son grand-père en espérant une aide financière, il s'adresse au centre culturel soviétique où il obtient une bourse pour poursuivre ses études en Union soviétique. Depuis, avait-il confié à *L'Orient-Le Jour* au cours d'un entretien avec Danny Mallat, la chance ne l'a pas lâché. Il fallait apprendre le russe, ce qu'il fit aussitôt,



Gérard Avédissian, fantasque, exubérant, drôle et généreux, comme le disent ses amis. Son seul grand amour était le théâtre où il évoluait comme si c'était un chez-soi. Photo DR

et c'est ainsi qu'il passa six ans de sa vie en Russie. Il rentre au Liban en 1967 et même s'il rencontre des difficultés énormes d'adaptation, il fait néanmoins la rencontre, grâce à Nidal Achkar, de Paul Matar, Aline Tabet et Roger Assaf, le premier à faire du théâtre en arabe. En 1975,

il entre dans le milieu de la publicité (l'agence Impact), ce qui lui permet de gagner sa vie tout en mettant en veilleuse sa passion pour le théâtre.

Voyage dans le passé et le présent

Du Caire à New York, il multi-

plie les projets et continue d'avoir des rêves de théâtre dans la tête. À cinquante ans, il sent que le moment est propice. Il reprend le chemin de la scène. Alors qu'il est à Paris, où il avait fondé sa propre boîte de production, c'est Elias Rabbani qui lui remet le pied à l'étrier. En 1993, il rentre au Liban pour réaliser *Safrit al-Abalam* avec Madonna. « Plus tard, nous dit-il encore, j'ai lu *Le Rocher de Tanios* et j'ai décidé d'en faire une adaptation théâtrale que j'ai envoyée à une maison d'édition. J'en ai obtenu les droits. C'est l'unique fois où Amin Maalouf a accepté qu'on adapte une de ses œuvres. Je l'ai présentée au théâtre al-Madina en 1994. »

Fantasque, exubérant, drôle et généreux, comme le disent ses amis, son seul grand amour était le théâtre où il évoluait comme si c'était son chez-soi. « Pour moi, un grand moment de bonheur, c'est la première d'une pièce », disait-il. Il croquait la vie à pleines dents et, parmi les derniers chapitres de sa vie, il a voulu croquer ses ancêtres. Sur toile et en couleur, malgré leur tragédie vécut.

De la brodeuse au combattant, en passant par les musiciens ou les marchands de fruits, ce sont autant de caractères brossés qui évoquent la gloire du passé. C'est passé, quoique tragique, est coloré et plein de lumière. Comme s'il affirmait à travers ses personnages que « ce peuple, malgré tout, continue d'exister ». L'ombre de nos ancêtres nous accompagne de génération en génération, disait-il lors sa seconde exposition. Comme des anges gardiens. « Aujourd'hui, qu'ils t'accompagnent toi, cher Gérard, qui as semé tellement de joie autour de toi.

À signaler qu'une messe sera célébrée pour le repos de son âme le mardi 18 avril à 12h, en la cathédrale Saint-Nichane des arméniens-orthodoxes à Zokak el-Blatt.

Paul Matar, homme de théâtre

Je l'ai rencontré en 1967. Nous étions au théâtre de Beyrouth en train de répéter sous la direction de Roger Assaf la pièce de Gabriel Boustani *Les vacances de Philippine*. Un jeune rouquin est entré dans la salle et a parlé au metteur en scène. C'était Gérard Avédissian fraîchement rentré au pays après plusieurs années d'études théâtrales en Russie, avec à son actif plusieurs pièces jouées là-bas et surtout une expérience d'assistant metteur en scène du célèbre Sergueï Parajanov. Gérard venait se renseigner sur la disponibilité éventuelle d'un rôle qu'il aurait pu tenir dans la production en cours. La distribution était bouclée et tous les rôles déjà pris.

Mais le courant passait déjà entre lui et le troupe. Roger Assaf lui a alors dit qu'il n'était capable, il pourrait se joindre à nous à ce titre. Gérard Avédissian savait tout faire, y compris le maquillage. Il est ainsi entré dans nos vies et ne les a plus quittées. Il avait tous les talents : acteur, metteur en scène, peintre, danseur, chorégraphe, chanteur... En arabe, en français, en anglais, en arménien, toujours dans la bonne humeur et avec un humour indégalé. Il savait être heureux et rendre heureux. C'était peut-être la son plus grand talent. Avec son départ, c'est beaucoup de bonheur qui s'en va dans le vent.

Nada Bou Farhat, actrice

Je suis chez lui et son esprit est si vivant dans la maison, avec les photos de ses pièces et nos photos ensemble. Il n'aurait certainement pas aimé me voir pleurer ainsi. Il se serait moqué de moi. D'ailleurs, je ne sais pas quoi dire, dit-elle en sanglotant. Je sais comment il parlait de la mort en la moquant, la défiant. Cela transparaissait de nos longues

conversations au sujet de Sitt Badia. Il disait être prêt à recevoir la mort. S'il m'a tellement aimée, m'offrant deux superbes rôles, de mon côté, je l'ai aussi beaucoup aimé. Il y a une semaine, j'étais chez lui, il avait plein de projets en tête. Il voulait partir avec Badia en France. On ne va pas pleurer mais on va faire la fête en célébrant sa vie...

Edgar Mazigi, artiste peintre

Gérard était une belle âme, d'une grande générosité, et, sous des apparences de grande gueule, c'était une personne extrêmement gentille qui aimait le vrai. Quand quelqu'un disait quelque chose qui ne lui plaisait pas ou qui était faux, il était

très rapide à rectifier le tir et à dire ce qu'il pensait. Je peux aussi dire qu'il était très stoïque durant ces derniers mois où la maladie a frappé fort et vite. Il ne voulait embêter personne alors qu'on savait qu'il souffrait en silence.

CE SOIR À PARIS

« A Philistine » ou le récit érotique d'un train suranné (au Moyen-Orient)

Depuis le 23 mars, le travail de l'artiste palestinienne Basma al-Sharif est exposé à la galerie parisienne Imane Farès. Le 19 avril à 19 heures, une performance de lecture accompagnera la scénographie surprenante imaginée par cette plasticienne engagée.

Joséphine HOBEIKA, à Paris

Basma al-Sharif se revendique comme une artiste palestinienne nomade. Née au Koweït en 1983, elle a grandi entre la France et les États-Unis, où elle a suivi une formation universitaire artistique à Chicago. Son œuvre plastique et cinématographique, qui a déjà été accueillie dans de nombreuses structures internationales, est traversée par la question palestinienne. « Ma mère est originaire de Gaza, où je me suis toujours rendue régulièrement. Appartenant à une famille très engagée, j'ai également souhaité m'exprimer en produisant des modèles alternatifs pour appréhender la notion de conflit. Ayant grandi en Occident, j'étais à la fois sensible à la notion d'injustice et au regard porté par les médias depuis l'étranger. Étant rattachée à plusieurs endroits à la fois, j'ai souhaité développer des narrations aux perspectives multiples », explique celle qui a démenagé tous les deux ou trois ans durant ces quinze dernières années. « J'ai habité au Caire, au Liban, en Jordanie, à Paris, à Los Angeles et actuellement je réside à Berlin. Ma pratique correspond à ma façon d'être en tant que Palestinienne : la conscience d'une oppression permanente et la nécessité d'évoluer ailleurs. D'ailleurs, c'est une expérience assez universelle et profondément humaine, qui se rattache à de nombreuses histoires du présent et du passé. Dans mon travail, l'idée de se connecter à d'autres endroits et d'autres narrations est essentielle », poursuit Basma al-Sharif, qui a initialement une formation de photographe. Son travail se situe entre l'esthétique de l'installation et du cinéma. « J'ai réalisé plusieurs courts-métrages et un long-métrage, et mes installations sont constituées de vidéos,



L'espace de la galerie Imane Farès est mis en scène comme un salon où le public est invité à prendre place pour découvrir ensemble ou non le texte de Basma al-Sharif. Photo Tactico/Avec l'autorisation de l'artiste et de la galerie Imane Farès, Paris

de photographies, de dessins et de textes », précise la jeune femme qui présente actuellement à la galerie Imane Farès deux projets : *A Philistine* et *Capital*. *A Philistine* est construit autour d'un texte de fiction qui décrit l'itinéraire d'un train reliant le Liban à l'Égypte, en passant par la Palestine, tout en recomposant la trajectoire érotique des personnages. « J'ai voulu travailler la notion de frontière et revenir à la fluidité de déplacement que j'ai connue la génération de mes grands-parents au Moyen-Orient. Ce trajet en train semble impensable aujourd'hui, alors qu'il était commun avant la création de l'État d'Israël. La fiction que j'ai composée suit le trajet des voies de chemin de fer et permet un retour dans le passé », explique la cinéaste, qui insiste sur la dimension érotique du récit. « La fusion des corps mime la

dissolution des frontières géographiques. Elle s'exprime en français, en arabe et en anglais. L'espace est mis en scène comme un salon où le public est invité à prendre place pour découvrir ensemble ou non le texte, qui sera lu par la comédienne Leslie Bouchou-Carmine le 19 avril. Après la performance, nous avons prévu d'échanger avec le public et le commissaire de l'exposition, Sofia Dati, qui a été chargée de sa présentation au Beursschouwburg de Bruxelles », annonce l'artiste, dont le projet est accompagné de photographies qu'elle a prises en ex-Yougoslavie. « Je suis actuellement en train d'enrichir le projet *A Philistine* en travaillant sur l'habillage sonore du texte, avec des sons un peu outrés qui correspondent au trajet en train. L'autre travail que je propose à la galerie Imane Farès jusqu'au 13 juillet s'intitule *Capit-*

« La fusion des corps mime la dissolution des frontières géographiques »

tal : c'est une installation vidéo à deux canaux, tournée vers des lieux divers : Milan, Le Caire, Alexandrie et d'autres nouvelles villes, qui interroge la montée du fascisme à travers l'architecture et le design urbains », décrit Basma al-Sharif, qui a séjourné à Beyrouth entre 2009 et 2011. « Ce fut une expérience fondamentale au début de ma carrière. Je n'y étais jamais allée auparavant et j'ai rapidement saisi toute la complexité de la guerre civile. Même si elle avait pris fin, la tension était encore très forte et les gens ne semblaient pas en confiance. Le pays est magnifique, la nourriture délicieuse et l'hospitalité est bien réelle, mais il y avait une certaine noirceur, de la compétition entre les gens et beaucoup d'agressivité dans leurs liens. J'y ai décelé peu de solidarité et j'ai souvent été victime de racisme, on m'a plusieurs fois demandé de sortir d'un taxi quand on savait que j'étais palestinienne. Et je n'étais pas la bienvenue dans les bars ou pour louer un appartement », déplore la jeune femme. « Lorsque les gens savaient que j'étais palestinienne, le fait que je vienne d'Europe me rendait plus acceptable, ce que j'ai trouvé choquant. J'ai également été très affectée lorsque je me suis rendue dans les camps de réfugiés palestiniens, où la situation n'est pas différente de celle de Gaza, alors que le Liban est un pays arabe. Heureusement, j'ai rencontré des amis formidables que je revois régulièrement et la communauté artistique a été fantastique. La vie culturelle y était vivante et très inspirante, mais j'ai le souvenir d'être rentrée exténuée de ces deux ans », confie Basma al-Sharif avec sincérité. L'un de ses projets artistiques concerne le Liban, il est accessible sur le site de la galerie Imane Farès : *Une histoire de lait et de miel (The Story of Milk and Honey)*, dont les promesses douces restent souvent trompeuses...

INITIATIVE

Quand un chant émouvant déclenche la solidarité des artistes corses envers le Liban

Une vente aux enchères a eu lieu à Ajaccio, le 5 avril, en faveur de l'association Achrafieh 2020. Une initiative enclenchée, d'une certaine façon, par la voix envoûtante de Pascale Ojeil. Récit.

Zéna ZALZAL

Parce qu'elle croit en la puissance de la culture et la force des liens solidaires, beaucoup de portes s'ouvrent devant Pascale Ojeil. Cette banquière de profession, chanteuse par passion, ne ménage pas ses efforts quand il s'agit de lancer des actions en faveur du Liban. Depuis l'organisation d'un récital du grand pianiste Abdel-Rahman el-Bacha à Gordes, dans le sud de la France, en juillet 2020, dont les recettes ont été entièrement reversées à l'association Achrafieh 2020 qui vient en aide à des familles démunies de ce secteur beyrouthain, à son implication dans la donation d'un lot de seize pianos par la Fondation Carl Bechstein au Conservatoire national libanais... la dynamique plonge aux faux airs de star a déjà contribué à plus d'une cause, dont celle de l'amitié Corse-Liban qui lui tenait particulièrement à cœur. Et qu'elle a largement contribué à tisser par amour de ces deux terres méditerranéennes qui se ressemblent, dit-elle. Un rapprochement qui s'est matérialisé en 2021 par la naissance d'une association. Cécile corse, dont elle est la marraine. Et qui apporte entre autres aide et assistance à des associations, des familles et des étudiants libanais en difficulté. Sans parler du jumelage entre Byblos et Bonifacio que cette artiste libanaise amoureuse de l'île de Beauté a également initié.

Une voix qui interpelle

Et puis il y a la fibre artistique de Pascale Ojeil. Cette sensibilité allée à sa voix veloutée qui la possède à exprimer ses émotions en chansons. Cela a été le cas avec sa reprise (en duo avec le chanteur Charles Eid) de *L'altru mondu*, un hymne poignant tiré du répertoire corse qu'elle a voulu offrir en hommage aux cœurs déchirés des parents des victimes du 4 août 2020. Postée sur YouTube, accompagnée

d'images de la capitale libanaise meurtrie, sa magnifique interprétation a fait frissonner les cœurs les plus endurcis. C'est, d'ailleurs, de cette émotion qui a ressenti l'artiste corse Ange Pèix en découvrant la voix de Pascale Ojeil dans *L'altru mondu* qu'est née l'initiative solidaire Art pour le Liban. Bénévoles par son chant, le sculpteur insulaire a créé une très belle œuvre représentant le cèdre du Liban, dans l'objectif d'en faire don à une ONG libanaise. Une rencontre avec Pierre Farel, un autre artiste corse de grande notoriété, profondément épris, par ailleurs, du Liban, et la chanteuse libanaise mènera au développement de ce geste spontané en une opération de plus grande envergure. Celle d'une vente aux enchères d'œuvres de plusieurs artistes de l'île de Beauté au profit de l'association Achrafieh 2020 dans laquelle la Libanaise est également enrôlée. Les initiateurs battent aussitôt le rappel des artistes de l'île et rassemblent rapidement 73 œuvres d'une trentaine de peintres, photographes et sculpteurs. Placée sous le patronage de la mairie d'Ajaccio, la vente organisée conjointement par les associations corse Art pour le Liban et libanaise Achrafieh 2020 a eu lieu le 5 avril à Ajaccio. Menée (gracieusement) par le commissaire-priseur Antoine Bettini, elle a généré un peu de 20 000 euros avec 29 cœurs adjuvés. « Le montant a été partagé équitablement entre les artistes et Achrafieh 2020 », indique Pascale Ojeil. Laquelle se dit « particulièrement heureuse de la réussite de cette opération de solidarité dans les deux sens. Car elle aura eu un effet bénéfique pour les artistes corses, qui ont souffert de la longue période de stagnation due à la pandémie du Covid, tout en contribuant à financer l'aide aux 1 124 familles libanaises que notre association soutient ». Satisfaite, mais ne s'arrêtant jamais, la jeune femme est déjà en partance pour de nouvelles initiatives... solidaires.

SYRIE

Le chef de la diplomatie saoudienne à Damas pour consacrer la normalisation

La question d'un retour du régime Assad dans le giron arabe ne fait pas l'unanimité, notamment parmi les monarchies du Golfe.

Le président syrien Bachar el-Assad a reçu mardi le chef de la diplomatie saoudienne, dont la visite à Damas pour la première fois depuis le début de la guerre en 2011 consacre la réconciliation entre la monarchie pétrolière et la Syrie.

Le ministre saoudien des Affaires étrangères, Fayçal ben Farhane, est arrivé à l'aéroport international de Damas et a été reçu dans la foulée par le chef de l'État, a indiqué l'agence officielle SANA.

Cette visite est motivée par le « souci du royaume de parvenir à une solution politique à la crise en Syrie (...) », qui pourrait « la ramener dans son environnement arabe », a affirmé le ministre saoudien des Affaires étrangères dans un communiqué.

Selon le président Assad, « des relations saines entre la Syrie et l'Arabie sont l'état naturel qui devrait être, et ces relations ne constituent pas seulement un intérêt pour les deux pays, mais reflètent également un intérêt arabe et régional ». Il a en outre affirmé, selon SANA, « que les changements qui s'opèrent dans le monde rendent la coopération arabe plus nécessaire à ce stade afin d'investir ces changements dans l'intérêt des peuples arabes dans leurs différents pays ».

La visite du ministre saoudien intervient une semaine après celle de son homologue syrien Fayçal Moqdad en Arabie saoudite, la première également depuis le début de la guerre.

Damas était isolé sur le plan diplomatique depuis la répression en 2011 du soulèvement populaire ayant dégenéré en conflit.

L'Arabie saoudite, chef de file des pays du Golfe, avait rompu ses relations en 2012 avec Damas et même soutenu des rebelles au début de



Le président syrien Bachar el-Assad accueillant hier le chef de la diplomatie saoudienne, Fayçal ben Farhane à Damas. Photo AFP

la guerre, dans un pays devenu un terrain d'affrontement entre forces étrangères.

Mais après le séisme de février qui a secoué la Turquie et la Syrie, le royaume avait fait un premier geste en envoyant de l'aide humanitaire.

Reconstruction

En mars, la Syrie et l'Arabie saoudite avaient eu des discussions sur une reprise de leurs services consulaires et le 12 avril, M. Moqdad a effectué une visite inopinée à Djeddah (ouest du royaume).

Dans un communiqué commun, les ministres syrien et saoudien des Affaires étrangères avaient alors évoqué l'objectif de « ramener la Syrie dans le giron arabe ».

Le président syrien Bachar el-Assad avait déclaré dans une interview le mois dernier que l'Arabie saoudite avait « pris un tournant différent depuis quelques années », et que la Syrie n'était plus « un terrain d'affrontement saoudo-iranien ».

La réconciliation syro-saoudienne intervient dans un contexte d'apaisement des tensions du royaume pétrolier avec son grand rival régional,

l'Iran, qui soutient politiquement, militairement et économiquement le régime de Damas.

Les deux poids lourds du Moyen-Orient, qui avaient rompu leurs liens en 2016, avaient conclu en mars un accord inattendu, négocié par la Chine, en vue d'une reprise de leurs relations.

Les deux pays se sont engagés à « œuvrer ensemble pour la sécurité et la stabilité de la région ».

Bachar el-Assad mise sur une pleine normalisation avec les riches monarchies du Golfe pour financer la reconstruction de son pays aux infrastructures ravagées par la guerre.

Le conflit a fait environ un demi-million de morts. Près de la moitié des Syriens sont désormais des réfugiés ou des déplacés à l'intérieur de leur pays, et des pans du territoire échappent encore au contrôle du gouvernement.

Divergences

Mais la question d'un retour de la Syrie dans le giron arabe ne fait pas l'unanimité, notamment parmi les monarchies du Golfe.

Le Qatar, qui a soutenu l'opposi-

tion syrienne, reste en effet hostile à une normalisation avec Bachar el-Assad, alors que d'autres pays comme les Emirats arabes unis ont normalisé leurs relations avec Damas.

L'Arabie saoudite a accueilli la semaine dernière une réunion de neuf pays arabes – les six États du Conseil de coopération du Golfe, ainsi que l'Égypte, l'Irak et la Jordanie –, qui devait évoquer un éventuel retour de la Syrie au sein de la Ligue arabe, dont elle a été exclue en 2012, avant la tenue de son prochain sommet le 19 mai dans le royaume. Mais aucune décision n'a été prise lors de cette réunion, les neuf pays se bornant à dire avoir discuté de l'importance pour les pays arabes de « jouer un rôle de premier plan dans les initiatives visant à mettre fin à la crise » en Syrie.

Le président Assad avait déclaré le mois dernier que l'essentiel pour lui était de rétablir « de bonnes relations bilatérales » avec les pays arabes, avant un éventuel retour au sein de la Ligue arabe.

M. Moqdad s'est d'ailleurs rendu ces derniers jours en Algérie puis en Tunisie.

Source : AFP

VIOLENCES

Quatrième jour de combats au Soudan malgré les appels au cessez-le-feu

Khartoum tremblait mardi sous les raids aériens et les rafales de tirs des paramilitaires au quatrième jour d'une lutte entre généraux au pouvoir qui ignorent les appels internationaux de plus en plus nombreux à cesser les hostilités après près de 200 morts.

Au pied des immeubles habités, des paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohammad Hamdane Daglo, dit « Hemedti », perchés sur des pick-up déchargent leurs mitrailleuses lourdes vers le ciel, face aux avions de l'armée qui tentent de viser leurs QG disséminés dans tous les quartiers.

Ces raids aériens ont déjà frappé quatre hôpitaux à Khartoum, s'alarmant des médecins. Dans tout le pays – l'un des plus pauvres au monde où la santé est à genoux depuis des décennies – « 16 hôpitaux sont désormais hors service ».

Mais les appels des ministres des Affaires étrangères du G7, de l'ONU et des États-Unis « à mettre immédiatement fin à la violence » n'y font rien : des hommes en treillis, parfois enturbannés comme les nomades du Darfour, continuent de faire régner la terreur à Khartoum, tandis que les raids aériens de l'armée touchent des zones densément peuplées.

Mardi, le général Daglo a annoncé avoir approuvé « un cessez-le-feu de 24 heures », « une déclaration de la rébellion visant à dissimuler sa défaite imminente », a aussitôt dénoncé l'armée, sous le commandement du général Abdel Fattah el-Burhane qui dirige le pays depuis le putsch de 2021.

Les habitants, eux, sont en majorité cloîtrés chez eux sans électricité ni eau courante et voient leur stocks de nourriture fondre. Des grappes de femmes et d'hommes commencent à prendre le chemin du sud. Là, dans la province qui borde la capitale, il n'y a pas de combat.

Dans un pays où la famine touche plus d'un habitant sur trois, humanitaires et diplomates affirment ne plus pouvoir travailler. Trois employés du Programme alimentaire mondial (PAM) ont été tués et des stocks d'aides pillés au Darfour (Ouest). Lundi, un convoi diplomatique américain a essuyé des tirs et l'ambassadeur de l'Union européenne a été « agressé dans sa résidence » à Khartoum. La diplomatie saoudaise, loyale au général Burhane, a accusé les FSR.

Des hôpitaux en détresse

L'ONU recense 1 800 blessés, et sûrement beaucoup plus tant les accès sont difficiles pour les patients

Source : AFP

FRANCE

Macron veut multiplier les réformes après la crise des retraites qui mine sa popularité

Le président Emmanuel Macron a annoncé lundi soir de nombreux chantiers de réforme pour tenter de tourner la page de celle des retraites, sans toutefois convaincre ni l'opposition, ni les syndicats, ni la grande majorité des Français chez qui son impopularité ne cesse de croître.

« Nous avons devant nous cent jours d'apaisement, d'unité, d'ambition et d'action au service de la France », a affirmé le président lors d'une allocution télévisée lundi soir, en demandant aux partenaires sociaux de construire « un nouveau pacte » sur le travail.

Le chef de l'État a ouvert des chantiers de réforme tous azimuts, repris ensuite par ses principaux lieutenants au gouvernement. Le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin a notamment souhaité « un projet de loi fort » sur l'immigration, une thématique généralement populaire en France, quand celui du Budget Gabriel Attal s'est engagé à « continuer à bâtir un plan Marshall pour les classes moyennes ».

Mardi, Emmanuel Macron recevait le patronat français, à qui il a annoncé vouloir « accélérer » une réforme des lycées professionnels pour une présentation « d'ici à l'été », tout en appelant à « bâtir » un « pacte de la vie au travail » d'ici à la fin de l'année.

Mais les syndicats, qu'il avait égarés en conviés, ont déclaré son invitation. Et le patronat est montré assez concispect quant au calendrier. « Le dialogue social, ça prend du temps », a observé Geoffrey Roux de Béziers, le président du Medef, l'organisation patronale française.

Après trois mois de contestation de la réforme des retraites, passés le 20 mars en force par l'exécutif, sans vote à l'Assemblée, puis promulguée dans la précipitation quelques semaines plus tard, quelques heures à peine après une validation par le Conseil constitutionnel, la méthode Macron n'attire plus que critiques hors de son camp.

Incarnation du rejet

La cote de popularité du président français s'effondre à 28 % d'avis favorables, soit son score le plus faible en 4

ans, égal aux « niveaux record mesurés pour (ses prédécesseurs) Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy au moment où ces derniers avaient atteint le niveau le plus bas de leur popularité », selon l'Institut de sondage Ipsos.

Lundi soir, des concerts de casseroles étaient organisés pendant son allocation dans plusieurs grandes villes françaises. L'objectif des manifestants était de montrer qu'ils ne souhaitaient pas l'écouter. Des manifestations sauvages ont parfois suivi, émaillées de dégradations, en rappel des incidents survenus ces derniers semaines, alors que des centaines de milliers de Français ont défilé régulièrement contre le projet de réforme des retraites depuis mi-janvier.

« Macron a voulu incarner personnellement le pouvoir en prenant toute la lumière dans les bons moments, mais du coup il est aussi l'incarnation du rejet de sa politique », indique Antoine Briestille, analyste à la fondation Jean Jaurès, qui constate un « gouffre assez indépassable entre la population, son président et son gouvernement ». « En plus, l'idée de parler de concertation, d'apaisement, alors que sur les retraites on lui a reproché sa brutalité, cela peut être mal perçu par des acteurs comme les syndicats, poursuit-il. Il prône l'inverse de ce qu'il a fait pendant trois mois ».

Immédiatement après l'intervention présidentielle, regardée par 15,1 millions de téléspectateurs selon Médiamétrie, le secrétaire général du syndicat CFDT Laurent Berger a fustigé « un discours de la méthode pour une dixième fois mais rien de concret ». « On ne répond pas quand on nous siffle », s'est-il agacé, alors que les syndicats ont appelé à des manifestations massives le 1er mai, jour de la fête du Travail.

Emmanuel Macron « doit être le seul en France à croire que cette intervention (...) va servir à quelque chose », a ironisé sur l'antenne de France Inter Jean-Philippe Tanguy (extrême droite). « Nous continuerons de nous battre », a de son côté promis le leader communiste Fabien Roussel.

Source : AFP

ENTRETIEN

« L'arrestation de Ghannouchi sert à justifier une attaque tous azimuts contre la liberté de réunion politique » en Tunisie

La purge politique des opposants menée par Kaïs Saïed a cette fois-ci désigné comme victime le président du parti à tendance islamiste Ennahda arrêté lundi soir à son domicile à Tunis. « L'Orient-Le Jour » fait le point avec Monica Marks, professeure à l'Université de New York à Abu Dhabi.

Zineb MOUFTI

Rached Ghannouchi, chef du parti tunisien d'opposition d'inspiration islamiste Ennahda, a été arrêté par la police à son domicile en plein mois de rupture du jeûne, le 17 avril au soir. Les forces intervenant sur instruction du pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme ont conduit l'ancien président du Parlement tunisien « vers un lieu inconnu », selon un communiqué publié par son parti. Professeure et experte de la Tunisie à l'Université de New York à Abu Dhabi, Monica Marks fait le point sur l'arrestation du principal opposant politique au président Kaïs Saïed.

Comment expliquer le timing de cette arrestation durant la Nuit du destin (Laylat al-Qadr), la nuit la plus sacrée du Ramadan ?

Si l'arrestation était prévisible, la question du timing reste incertaine, c'est le mystère central entourant cette arrestation. Selon les médias tunisiens, ce sont des remarques de Rached Ghannouchi qui auraient mené à sa détention. Dans une vidéo divulguée samedi, il a affirmé que l'exclusion politique des opposants pro-démocratie au président, qui cherche à marginaliser les partis politiques, dont Ennahda et les partis de gauche, pourrait créer des conditions d'une guerre civile. Ces remarques ont donné l'occasion à Saïed et à ses alliés de déformer les commentaires de Ghannouchi et de l'accuser d'incitation à la violence. L'accusation est sans fondement, mais Saïed semble l'avoir saisie comme prétexte

pour contenter ses partisans, qui réclament depuis longtemps l'arrestation de Ghannouchi. Il aurait pu chercher ainsi à attirer notamment les faveurs de certains membres de la gauche tunisienne à la tête de l'UGTT (principal syndicat du pays), avant un accord avec le FMI qui pourrait s'avérer économiquement douloureux. Saïed aussi souhaitait arrêter Ghannouchi depuis son coup d'État présidentiel du 25 juillet 2021, le jour où il a fermé le dernier Parlement démocratiquement élu de Tunisie avec les chars de l'armée. Les théories les plus plausibles sur ce qui retenait le chef de l'État postulent que l'Algérie (qui a accueilli des dissidents tunisiens dans les années 1990, dont Rached Ghannouchi) et peut-être l'armée tunisienne avaient en coulisses découragé l'arrestation du chef d'Ennahda parce qu'elles y voyaient un risque de déstabilisation. Jusqu'à hier, il s'agit d'embarras dans une spirale judiciaire qui paraissait sans fin, le convoquant à au moins neuf interrogatoires distincts. Nommé le mois dernier, le nouveau ministre tunisien de l'Intérieur, un idéologue surnommé « Staline » issu du cercle rapproché de Saïed, a lui peut-être été plus enthousiaste à l'idée d'arrêter Rached Ghannouchi.

Kaïs Saïed a-t-il ainsi franchi un nouveau pas dans son tournant autoritaire ?

L'arrestation fait en effet partie de la longue marche de Saïed vers la consolidation dictatorial. Il a récemment tité le terrain en arrêtant en décembre le numéro 2 d'Ennahda, Ali Laarayedh,

ainsi que des critiques de tout le spectre idéologique, y compris des journalistes de premier plan et des politiciens laïcs, depuis février. L'outil favori du président est de faire de ses opposants des boucs émissaires. Il a donc accusé des politiciens de tout l'échiquier politique – ainsi que des migrants africains et des réfugiés politiques en Tunisie – de complots occultes contre l'État tunisien. Le régime de Saïed prétend ainsi que Ghannouchi incitait à la violence et qu'il était engagé dans des conspirations contre l'État avec des personnes telles que Bernard Henri-Lévy. Des rumeurs selon lesquelles il aurait orchestré des assassinats politiques en 2013 et envoyé de jeunes Tunisiens faire le jihad en Syrie persistent et ont été reprises par les cercles de Saïed. Ces affirmations sont sans fondement et souvent d'une absurdité flagrante. Mais les médias tunisiens, qui sont devenus incapables d'émettre librement des critiques sur le président sans craindre d'être emprisonnés ou fermés, ont largement reproduit ces affirmations.

Les démocraties occidentales, dont la France, ont exprimé leur inquiétude, mais ont continué à coopérer avec le régime tunisien pour endiguer l'immigration, lutter contre le terrorisme et repousser l'influence potentielle de la Russie ou de la Chine en Tunisie. De même, la société, qui semble épuisée et désabusée quant à la capacité du système démocratique à assurer le progrès économique, ne s'est pas clairement mobilisée pour défendre le pluralisme politique. Saïed a donc appris qu'il pouvait s'en tirer à bon compte, et il a intensifié et étendu sa répression.

Que représente symboliquement l'arrestation de Rached Ghannouchi et quelles perspectives donne-t-elle à l'opposition ?

Ghannouchi a toujours été considéré comme l'un des hommes politiques les moins populaires de Tunisie depuis 2011. Son impopularité fait de lui un souffre-douleur commode et Saïed le sait. Le président a ainsi utilisé son arrestation pour justifier une attaque tous azimuts contre la liberté de réunion politique en Tunisie. Mardi, le ministre de l'Intérieur a interdit toutes les réunions et conférences de presse d'Ennahda et de sa coalition anticorruption, le Front du salut national. Le siège du principal parti d'opposition a également été fermé. Saïed fantasme depuis longtemps sur la fermeture de tous les partis politiques. Il a déclaré à maintes reprises qu'ils étaient des facteurs de corruption et de division dans la société. Mardi, il s'est rapproché de cet objectif.

Le pluralisme politique a presque complètement disparu en Tunisie. Ce qui était autrefois la seule réussite du printemps arabe est revenu à un régime personnel de plus en plus répressif et à un climat de peur. Peu de Tunisiens, en dehors des électeurs d'Ennahda, de quelques groupes de défense des droits de l'homme et d'une poignée de démocrates et de libéraux sincères – de plus en plus effrayés et aux abois –, protesteront haut et fort contre son arrestation. Manifester, organiser des alternatives politiques au régime de Saïed, ou même écrire un simple message sur Facebook sont désormais des actes potentiellement qualifiés de trahison, qui pourraient entraîner l'emprisonnement.

REPÈRE

Deux ans après la fin du blocus du Qatar, Doha et Abou Dhabi rouvrent leurs ambassades

L'annonce intervient quelques jours après le rétablissement des relations entre Bahreïn et le Qatar, parachevant ainsi la réconciliation entre voisins du Golfe.

Amélie ZACCOUR

Si les Émirats arabes unis ont participé aux accords d'Al-Ula en Arabie saoudite, mettant un terme au blocus du Qatar en janvier 2021, il leur aura fallu beaucoup plus de temps que leurs voisins pour achever leur normalisation avec Doha. Les fractures entre les deux pays sont plus profondes qu'entre les autres États du Golfe.

Les faits

Le Qatar et les Émirats arabes unis ont annoncé, mardi 18 avril, la réouverture prochaine de leurs ambassades respectives, plus de deux ans après que les pays arabes ont mis fin au boycott de Doha, selon l'agence Reuters.

Des travaux sont en cours pour rouvrir les ambassades « dès que possible », a déclaré le bureau international des médias du Qatar dans un communiqué. Les ÉAU ont aussi annoncé que « l'activation des relations diplomatiques, qui comprendra la réouverture des ambassades, est en cours entre les deux pays ».

Un responsable du Golfe a déclaré que les missions diplomatiques devraient rouvrir et accueillir de nouveaux ambassadeurs d'ici à la mi-juin. Une autre source a dit que les relations diplomatiques seraient entièrement rétablies d'ici à quelques semaines, toujours selon l'agence de presse.

Le contexte

Un certain nombre de désaccords géopolitiques avaient conduit les ÉAU, l'Arabie saoudite, Bahreïn, l'Égypte et d'autres pays (dont la Libye et le Yémen) à rompre leurs relations avec le Qatar, en juin 2017. L'émirat gazier était jugé trop proche de l'Iran, avec qui il entretenait de bonnes relations, partageant avec lui le plus grand gisement du monde à sa frontière maritime, ainsi que des frères musulmans hominis par ses voisins.

Le blocus, poussé avant tout par Abou Dhabi, s'était terminé à l'initiative de l'Arabie saoudite lors des accords d'Al-Ula en janvier 2021. Le Qatar n'avait rien cédé aux exigences des initiateurs du blocus, à savoir une mise à distance de ses relations avec l'Iran et les groupes islamistes, et la



L'émir du Qatar, cheikh Tamim bin Hamad al-Thani (à droite), recevant le conseiller à la Sécurité nationale des ÉAU, cheikh Tahoun ben Zayed al-Nahyane (aujourd'hui vice-gouverneur d'Abou Dhabi) à Doha, le 28 juin 2022. Photo d'archives AFP

fermeture de la chaîne al-Jazeera, principal outil d'influence qatari au Moyen-Orient. L'Arabie saoudite avait toutefois annoncé la réouverture de son ambassade à Doha dans la foulée, tout comme l'Égypte.

La réconciliation entre le Qatar et les pays qui ont mené le blocus a progressé à des rythmes très différents parce qu'il y a une longue histoire de méfiance entre le Qatar et les émirats, tout comme entre le Qatar et Bahreïn (qui ont annoncé le rétablissement de leurs liens diplomatiques vendredi), constate Anna Jacobs, chercheuse au International Crisis Group.

Le soutien du Qatar à la confrérie et ses affiliés pendant les printemps arabes de 2011 en Égypte, en Syrie, en Tunisie et en Libye a intensifié le clivage intra-golfe. Il s'est notamment manifesté par le soutien qatari au gouvernement frériste de Mohammed Morsi en Égypte, renversé en 2013 par un coup d'État du général Abdel Fattah el-Sissi, lui-même appuyé par Riyad et Abou Dhabi. Mais les Frères musulmans, lâchés par la Turquie, représentent aujourd'hui une moindre menace aux yeux des émirats, ce qui a sans doute contribué à apaiser les tensions avec le Qatar.

En matière d'influence et de soft power, les ÉAU et le Qatar sont en compétition. Dotés d'une vision de diversification économique à long terme et d'un fonds souverain quasi inépuisable, les deux pays riches en hydrocarbures ont de longue date investi dans la culture (Louvre d'Abou Dhabi), l'édu-

cation, avec les plus grandes universités américaines ayant ouvert des branches dans les deux pays (NYU à Abou Dhabi, Georgetown et Northwestern à Doha...), et bien sûr le sport (PSG et Coupe du monde de football pour Doha, Manchester City pour Abou Dhabi).

La rivalité s'est poursuivie après la fin du blocus, le Qatar accusant les ÉAU de mener une guerre médiatique contre lui. En mars, une enquête de Mediapart a révélé que le renseignement émirati avait fait appel à Alp Services, une société d'intelligence économique basée en Suisse, pour mener en France une campagne de « contre-lobbying » visant le Qatar.

Malgré tout, des signes de réchauffement se sont manifestés entre les deux parties depuis la levée du blocus. Plusieurs rencontres entre responsables des deux pays se sont tenues en août 2021, notamment entre Tahoun ben Zayed, alors conseiller à la Sécurité nationale, et l'émir du Qatar Tamim ben Hamad al-Thani. Une autre visite notable fut celle du président de la fédération, Muhammad bin Zayed, à Doha durant la Coupe du monde, suivie de celle de ses frères les princes Mansour et Tahoun en mars. Enfin, les émirats ont récemment levé l'interdiction de diffusion de la plupart des médias qataris, dont al-Jazeera, un signe majeur que l'heure est à la détente.

Ces changements s'inscrivent dans une dynamique régionale de réconciliation, alors que l'Arabie saoudite et

l'Iran viennent d'annoncer le rétablissement de leurs relations, que la Syrie est en voie de normalisation avec Riyad. Des pas qu'Abou Dhabi avait franchis avant son voisin saoudien, en envoyant un émissaire à Téhéran l'année dernière et en rouvrant son ambassade à Damas en 2018. Allié du Qatar durant le blocus, la Turquie a aussi rétabli ses relations diplomatiques avec le royaume wahhabite et la fédération émiratie ces derniers mois.

Les enjeux

Mais plusieurs points de friction entre le Qatar et ses voisins du Golfe ont été mis à l'écart plutôt que résolus, prévient Anna Jacobs. Le soutien du Qatar aux groupes islamistes n'est plus un problème aussi important qu'il l'était lors des printemps arabes, mais cela reste un sujet de préoccupation. Il en est de même pour les relations entre le Qatar et l'Iran, malgré le fait que l'Arabie saoudite a annoncé le rétablissement de ses liens diplomatiques avec Téhéran.

L'indépendance du Qatar dans sa prise de décision de politique étrangère a toujours irrité ses voisins. Actuel sujet de divergence entre le Qatar et ses alliés, la normalisation avec la Syrie de Bachar el-Assad. Alors que, selon le média al-Mayadeen, Riyad vient d'envoyer une invitation officielle au président syrien par l'entremise de son ministre des Affaires étrangères, présent mardi à Damas, Doha a de son côté exclu tout projet de normalisation avec le régime syrien.

GUERRE EN UKRAÏNE

Zelensky sur le front, Poutine en zone occupée

Le président ukrainien s'est rendu mardi à Avdiivka, un des points les plus chauds du front, peu après que Vladimir Poutine a effectué une rare visite dans les territoires ukrainiens occupés.

En termes d'images, les deux déplacements ne peuvent être plus différents. Volodymyr Zelensky a rencontré des soldats ukrainiens et leur a remis des décorations. Une vidéo le montre aussi dans une zone partiellement détruite de la ville d'Avdiivka, dans la région de Donetsk, en proie depuis des mois à un intense pilonnage de l'armée russe qui tente, en vain, de l'encercler. « J'ai l'honneur d'être ici aujourd'hui, de vous remercier pour votre service, pour la défense de notre terre », a-t-il déclaré aux militaires. M. Zelensky a également visité un hôpital militaire dans la même région.

Vladimir Poutine, dont les sorties publiques sont rares et ultrasécurisées, est quant à lui allé, dans le plus grand secret, dans des régions occupées du Sud et de l'Est. Le Kremlin n'a fait état d'aucune rencontre avec des soldats ou des civils, mais de réunions dans des QG militaires avec de hauts responsables de l'armée. « C'est important pour moi d'entendre votre opinion sur la situation, de vous écouter », a déclaré M. Poutine, selon une vidéo diffusée par le Kremlin.

Mykhaïlo Podoliak, un conseiller de la présidence ukrainienne, a qualifié ce déplacement de « tournée spéciale » de l'auteur de meurtres de masse dans les territoires occupés. Selon le Kremlin, ce voyage de « routine » a eu lieu lundi dans la région de Kherson (Sud) et dans celle de Lougansk (Est) dont Moscou revendique l'annexion.

Ce n'est que la seconde fois que le président russe se rend dans la zone de conflit depuis le début de l'invasion qu'il a ordonnée en février 2022. La première fois, en mars, il est allé de nuit dans Marioupol, une ville conquis l'année dernière au terme d'un siège sanglant et destructeur.

Une offensive attendue

Pour des raisons de sécurité, semblait-il, il n'était pas accompagné du ministre de la Défense Sergueï Choïgou et du chef des opérations militaires et de l'état-major des forces armées, le général Valéri Gerasimov. Le président russe s'est en revanche entretenu avec le commandant des forces aéroportées russes, le général Mikhaïl Tépinski, et d'autres hauts responsables militaires pour évoquer la situation dans les régions de Kherson et de Zaporijia.

Cette zone est régulièrement évoquée par les analystes en tant que possible théâtre de l'offensive attendue pour le printemps des forces ukrainiennes. Ces territoires sont stratégiques car ils forment une continuité territoriale entre la Russie et la péninsule de Crimée, annexée par Moscou en 2014. La rupture de ce pont terrestre serait un revers majeur pour Moscou.

L'armée russe a déjà essuyé des défaites de taille, en étant contrainte de renoncer à prendre Kiev et le nord de l'Ukraine au printemps 2022, puis en étant repoussée à l'automne de la région de Kharkiv (Nord-Est) et de Kherson, le chef-lieu de la région éponyme du Sud.

Les Russes ont voulu reprendre l'initiative cet hiver en lançant leur assaut dans l'Est mais, jusqu'ici, leurs avancées ont été limitées et leurs pertes importantes.

À Bakhmout, l'épicentre du conflit où se déroule la bataille la plus longue de la guerre, les combats restent féroces. Après neuf mois, les Russes en contrôlent les deux tiers.

Les militaires ukrainiens, qui ont reçu ces dernières semaines des chars lourds et des canons de longue portée de leurs alliés occidentaux, promettent de déclencher une nouvelle offensive d'ampleur dès que la météo le permettra. Kiev n'a pas divulgué de chiffres mais le chef du groupe paramilitaire russe Wagner, Evguéni Prigoïne, en première ligne dans l'Est, a estimé que Moscou devait se préparer à repousser une force ukrainienne de 200 000 à 400 000 hommes.

Sur le front diplomatique, la Russie, sous sanctions occidentales, continue ses efforts pour démontrer qu'elle n'est pas isolée. Elle a ainsi accueilli le ministre chinois de la Défense, Li Shang-fu, au moment même où Washington et l'Europe craignent que Pékin ne puisse livrer des armes aux Russes. Le responsable chinois a martelé avoir la « ferme détermination de renforcer la coopération stratégique entre les forces armées chinoises et russes » et de promouvoir « le commerce militaire ».

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov était pour sa part en Amérique latine, où il a rencontré lundi le président brésilien qui a appelé les Occidentaux à agir en vue d'ouvrir des négociations. Washington a jugé que Lula reprenait la « propagande russe » cependant que l'Ukraine l'a invité à aller de lui-même constater la réalité de la guerre.

Source : AFP

Brèves

DIPLOMATIE La Belgique réclame à Téhéran le retour d'un humanitaire écroué en Iran

La Belgique a demandé à l'Iran le retour du travailleur humanitaire belge Olivier Vandecasteele, emprisonné depuis février 2022, en vertu d'un traité de transfert de condamné désormais applicable. Dans un tweet, le ministre belge des Affaires étrangères Hadja Lahbib a précisé avoir formulé cette demande lundi lors d'un échange au téléphone avec son homologue iranien Hossein Amir-Abdollahian. « J'ai pris les devants en annonçant que la Belgique introduirait dès aujourd'hui (mardi) une demande de transfert pour Olivier Vandecasteele, a écrit la ministre libérale francophone. J'ai également dénoncé ses conditions de détention et réclamé une visite de notre ambassadeur sur place. » Le travailleur humanitaire, âgé de 42 ans, a été arrêté le 24 février 2022 à Téhéran, puis condamné à 40 ans de prison pour « espionnage ». Ils avaient indiqué les autorités iraniennes en janvier. L'exécutif belge a fait voter à l'été 2022 par le Parlement un traité signé avec l'Iran permettant le transfert mutuel de prisonniers condamnés, un texte présenté comme le seul moyen de faire libérer M. Vandecasteele.

VIOLENCES Chasse à Jérusalem après une attaque ayant blessé deux Israéliens

Les forces de l'ordre israéliennes menaient une chasse à l'homme mardi à Jérusalem-Est pour retrouver l'auteur de coups de feu ayant blessé deux Israéliens près d'un site religieux juif. Le Magen David Adom, équivalent israélien de la Croix-Rouge, a indiqué que les blessés, deux hommes, avaient continué de parler après l'attaque ayant visé leur voiture peu avant 07h10 dans le quartier de Cheikh Jarrah, à Jérusalem-Est annexée, et l'avaient signalé à la police, avant d'être pris en charge par les secours. Les coups de feu ont eu lieu non loin de la tombe de Simon le Juste, lieu de pèlerinage pour les juifs ultraorthodoxes. La police a indiqué avoir retrouvé ce qu'elle a présenté comme l'arme utilisée par l'assillant : un pistolet-mitrailleur de type « Carlo », modèle produit de façon artisanale par des groupes armés palestiniens en Cisjordanie occupée.

REPRESSON HRW dénonce des « restrictions croissantes » imposées aux ONG en Libye

L'organisation de défense des droits

humains Human Rights Watch (HRW) a dénoncé mardi des « restrictions croissantes » imposées aux associations et aux ONG locales et internationales en Libye, évoquant dans un communiqué des interdictions d'opérer. « Le gouvernement libyen d'unité nationale et d'autres autorités répriment les organisations non gouvernementales, nationales et étrangères », a déploré HRW dans un communiqué. Selon l'organisation humanitaire, une circulaire du 21 mars du chef du gouvernement d'unité nationale, l'exécutif basé à Tripoli et reconnu par l'ONU, « interdit aux ONG locales et étrangères d'opérer sur le territoire libyen tant qu'elles n'ont pas régularisé leur statut juridique » en accord avec « une loi draconienne » adoptée en 2001 par le régime de Mouammar Kadhafi. HRW demande la levée de ces restrictions, notamment la suppression des frais d'enregistrement de l'Administration centrale », pour que les associations civiles soient « libres d'opérer » sur le territoire libyen. « Les autorités libyennes écrasent l'espace civique sous le prétexte de l'application des réglementations », alors qu'elles devraient « plutôt sauvegarder cet espace en garantissant le droit à la liberté d'association », a souligné Hanan Saleh, chercheuse de HRW sur la Libye.

RUSSIE Moscou convoque et accuse les ambassadrices américaine, britannique et canadienne d'« ingérence »

Moscou a convoqué mardi les ambassadrices américaine, britannique et canadienne en les accusant d'« ingérence » dans les affaires russes, ont rapporté les agences de presse russes, citant le ministère des Affaires étrangères. Le mot-clé de la convocation n'a pas été précisé dans l'immédiat, mais la veille, la diplomatie russe avait dénoncé les critiques de ces diplomates après la condamnation de l'opposant russo-britannique Vladimir Kara-Mourza à 25 ans de prison pour « haute trahison ». La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, avait laissé entendre que les trois ambassadrices – l'Américaine Lynne Tracy, la Britannique Deborah Bronner et la Canadienne Alison LeClaire – pourraient être convoquées « pour qu'elles se souviennent de ce que des diplomates devraient et ne devraient pas faire ». Mardi, la diplomatie russe a appuyé sa position, dénonçant « l'ingérence flagrante » des États-Unis, du Royaume-Uni et du Canada dans « les affaires intérieures » russes.

REPÈRE

Les pays du Golfe profitent du pétrole russe à prix cassé

De récentes analyses ont dévoilé des importations d'un niveau inédit par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, malgré les sanctions occidentales contre Moscou.

Philippe MASSON



Un pétrolier russe est amarré au terminal de Kozminoprés de la ville portuaire de Nakhkhoua en Russie. Tassiana Meel/Photo d'archives Reuters

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont importé une quantité record de pétrole brut et de naphta – un dérivé pétrolier – russes à prix réduit pour leur consommation nationale, selon le Wall Street Journal. Alors que les États-Unis et l'Union européenne ont imposé de larges sanctions sur les exportations de pétrole russe depuis l'invasion de l'Ukraine, les pays du Golfe profitent du prix cassé de l'énergie russe pour répondre à leur demande domestique, tout en vendant leur propre réserve pétrolière au prix du marché.

Les faits

D'après le Wall Street Journal, qui se base sur les données fournies par la société d'analyse Kpler, l'importation de pétrole de la fédération émiratie en provenance de la Russie a triplé l'année dernière, atteignant 60 millions de barils. Rien qu'en mars dernier, au moins 500 000 tonnes de pétrole ont été récupérées dans le port émirati de Fujairah et en Arabie saoudite. Le Royaume wahhabite a quant à lui reçu

Le contexte

Pour les États-Unis et l'Europe, l'embargo imposé sur les importations de pétrole en provenance de la Russie et la limite de prix imposée pour sa distribution visaient à empêcher Moscou de financer l'effort de guerre en Ukraine.

La fédération émiratie et l'Arabie saoudite tiennent officiellement une position de neutralité quant au conflit actuel, résistant aux appels de Washington de rejoindre le camp anti-Moscou. Les deux pays entretiennent en réalité des relations plu-

tôt accommodantes avec le Kremlin, Dubaï accueillant notamment des oligarques russes venus échapper aux sanctions occidentales.

La frégate militaire russe « Admiral Gorshkov », et le pétrolier « Kama » ont en effet été autorisés à stationner et à se ravitailler au port de Djeddah le 6 avril dernier. Une première depuis plus de dix ans, alors qu'un cargo militaire russe n'avait été toléré dans un port du Golfe. En février 2023, à la Conférence et exposition internationale de la défense organisée à Abou Dhabi, la Russie a pu présenter son artillerie durant le salon organisé pour l'occasion.

Partenaire de la Russie au sein de l'OPEP+, l'Arabie saoudite continue de maintenir des prix élevés sur le marché pétrolier. En Arabie saoudite, la compagnie nationale pétrolière Aramco a enregistré le plus grand profit de son histoire en 2022, d'une valeur de 161 milliards de dollars. Le 3 avril, le royaume wahhabite a pour la seconde fois annoncé une réduction de sa production de pétrole,

après celle d'octobre dernier qui avait contrarié les Américains, jugeant que la décision avantageait Moscou. Immédiatement après l'annonce, les prix du pétrole ont augmenté de 6 %.

Face aux sanctions occidentales, la Russie a été obligée de réduire les prix de ses exportations, ainsi que de réorienter ces dernières, principalement dirigées vers l'Europe avant l'invasion. En mars 2023, les exportations de pétrole russe ont néanmoins atteint leur niveau le plus élevé depuis plus de trois ans, d'après l'Agence internationale de l'énergie citée par CNN. Le 28 mars dernier, le ministre russe de l'Énergie, Nikolai Chouguinov, annonçait en effet avoir réorienté « avec succès » toutes ses exportations de pétrole brut concernées par les sanctions occidentales.

Les enjeux

En se tournant vers la production russe et en ignorant les souhaits des États-Unis, la fédération émiratie et le royaume wahhabite démontrent une volonté de prioriser leurs intérêts nationaux au détriment de ceux de l'Occident. Pour Riyad notamment, cette position est en ligne avec sa politique de « Saudi first ». Le pays dépend de ses revenus pétroliers pour, entre autres, effectuer les grands projets d'infrastructure futuristes du plan de développement Vision 2030.

Face au désengagement américain de la région, les pays du Golfe ont diversifié leurs partenariats stratégiques ces dernières années. Les échanges croissants avec la Russie, auxquels s'ajoutent les avancées diplomatiques régionales supervisées par la Chine, laissent à penser que les pétromonarchies se tournent davantage vers l'est, sapant au passage les efforts déployés par l'Occident pour limiter les revenus pétroliers de la Russie.

PREMIER LEAGUE

Liverpool rêve encore d'Europe

Grâce à leur large succès sur le terrain de Leeds (6-1) lundi lors du dernier match de la 31^e journée, les Reds conservent un mince espoir de décrocher un ticket pour la prochaine Ligue des champions.

Et si les Reds n'avaient pas encore dit leur dernier mot ? Bien loin de leurs standards habituels, les hommes de Jürgen Klopp traversent jusqu'ici une saison moribonde à végéter dans le ventre mou du classement.

Puis au lendemain de leur élimination précoce dès les huitièmes de finale de la Ligue des champions face au Real Madrid le mois dernier, les espoirs de ressentir à nouveau des frissons européens sur les bords de la Mersey cette année semblaient réduits à néant. Mais force est de constater que les Reds n'ont pas encore rendu les armes.

Lundi à Elland Road, Liverpool avait l'occasion de combler quelque peu le retard qu'il accuse sur ses concurrents pour la quatrième place, synonyme de qualification directe pour la prochaine « Coupe aux grandes oreilles ». Respectivement battus par Aston Villa (3-0) et Bournemouth (3-2), Newcastle (4e, 56 points) et Tottenham (5e, 53 points) ont cédé du terrain sur les Villans (6e, 50 points) et les Seagulls de Brighton (7e, 49 points) qui comptent bien jouer leur carte jusqu'au bout et s'inviter à la table des prétendants à l'Europe.

Démonstration offensive

Dans l'obligation de ramener un résultat de Leeds, les Reds n'ont pas fait dans la dentelle, au point de ressembler au Liverpool conquérant des saisons précédentes ayant ravi le titre aux Citizens et atteint deux finales de Cl.

Après une demi-heure de mise en route, c'est le Hollandais Cody Gakpo qui a ouvert les hostilités en ouvrant le score (35e) après un service idéal de Trent Alexander-Arnold. Un but annonciateur de la démonstration offensive qu'a poursuivie quelques instants plus tard Mohammad Salah, doublant la mise à la conclusion d'un nouveau centre éclair mené par Diogo Jota (39e).



Mohammad Salah (à droite) au moment d'inscrire le second but de Liverpool lors de la victoire écrasante des Reds sur la pelouse de Leeds United, lundi à Elland Road en Premier League. Oly Scariff/AFP

Au sortir des vestiaires, Luis Sinisterra pensait relancer la rencontre en réduisant l'écart à la suite d'une interception dans les pieds d'Ibrahim Konaté, faufilé sur le coup (47e). Mais cela n'a pas enravé la machine rouge, qui a alourdi le score par l'intermédiaire de Jota (52e, 73e), Salah pour le doublé (64e) puis de Darwin Nunez en fin de rencontre (90e).

Grâce à ce succès, qui met fin à une série de quatre rencontres sans victoire, les Reds repassent huitièmes (47 points) et recollent à neuf longueurs de Newcastle.

La route sera encore longue pour les joueurs de Jürgen Klopp, mais leur démonstration offensive (face au 16e du championnat, certes) prouve encore une fois à quel point ils peuvent être redoutables, le tout une semaine après un match nul encourageant contre le leader Arsenal (2-2).

Autre motif d'espoir, leur calendrier s'annonce plus abordable que ceux de leurs concurrents. La rencontre contre Tottenham le 30 avril à Anfield s'an-

noncera décisive dans cette lutte pour la quatrième place, d'autant que les Spurs se déplaceront à Newcastle avant de recevoir Manchester United d'ici là.

Arsenal (re)perd du terrain

Outre la lutte pour la quatrième place, la course au titre s'avère, elle aussi, plus indécise que jamais. Surtout depuis que les Gunners ont décidé de laisser filer les victoires qui leur tendent les bras.

Comme à Liverpool la semaine

passée, Arsenal a laissé échapper deux points précieux sur la pelouse de West Ham dimanche. Alors qu'ils menaient une nouvelle fois 2-0 à la suite d'une entame de match nette et sans bavure, les hommes de Mikel Arteta se sont sabordés en tendant le bâton aux Hammers pour se faire battre.

À l'image de leur entame sept jours plus tôt à Anfield, les Gunners avaient encore pris un départ canon ouvrant le score sur un modèle de jeu collectif dans un petit espace pour décaler Ben White dont le centre à ras de terre a

été aisément repris par Gabriel Jesus (0-1, 7e).

Trois minutes plus tard, Gabriel Martinelli a eu tout le temps d'enrouler un centre au second poteau pour la volée de Martin Odegaard (0-2, 10e).

Mais Arsenal a laissé son adversaire revenir dans le match. Après un penalty transformé par Said Benrahma (1-2, 34e), consécutif à une perte de balle coupable de Thomas Partey, les leaders avaient une occasion en or de reprendre leur avantage de deux buts en obtenant à leur tour un tir au but après une main dans la surface d'un joueur des Hammers.

Mais Bukayo Saka a trop ouvert son pied et sa tentative a fui le cadre de Lukas Fabianski. Deux minutes seulement après ce loupé de l'international anglais, Jarrod Bowen a pris la défense à revers pour reprendre de volée une balle en cloche et égaliser à 2-2 (54e).

Et si Michail Antonio, seul au coin des six mètres à la 81e, n'avait pas trouvé le haut de la transversale, Arsenal aurait même pu repartir bredouille de son court déplacement dans l'est de Londres.

Le plus inquiétant pour Arteta et les siens est surtout la difficulté qu'ils ont eue ensuite à se montrer à nouveau vraiment dangereux, ce qui laisse penser que leur potentiel offensif est épuisé pour cette fin de saison alors que Manchester City, facile vainqueur de Leicester (3-1), semble inarrêtable en cette fin de saison.

Avec 74 points, les Londoniens ne comptent désormais plus que quatre longueurs d'avance sur leur dauphin citizen, qui a encore un match de retard à disputer. Autant dire que le duel qui s'annonce entre les deux équipes mercredi prochain à l'Etihad Stadium s'apparentera à une véritable finale avant l'heure et son issue devrait grandement déterminer l'identité du futur détenteur de la couronne d'Angleterre.

G.B. avec AFP

NBA

Sacramento et Philadelphie enchaînent

Lundi, les Kings et les Sixers ont pris une belle option sur la qualification, en battant respectivement Golden State (114-106) et Brooklyn (96-84) pour la seconde fois.

À domicile, les Sacramento Kings se sont défaits des Golden State Warriors (114-106) et les Philadelphia Sixers, des Brooklyn Nets 96-84, pour mener chacun 2-0 leur série, disputée au meilleur des sept matches, au premier tour des play-offs de NBA.

Déjà vainqueurs d'un match électrique samedi, les Kings ont été trop forts pour les champions en titre lors d'une nouvelle confrontation aux couteaux entre les deux franchises californiennes.

Avec 24 points chacun, De'Aaron Fox et Domantas Sabonis ont largement contribué à la victoire des Kings, bien aidés également par l'expulsion de Draymond Green, l'aîlé fort des Warriors, pour avoir frappé la poitrine de Sabonis dans le quatrième quart-temps.

« Nous étions concentrés, tout le monde s'est battu », s'est réjoui Sabonis après la rencontre. « Chaque fois que nous entrons sur le parquet, nous allons tout donner pour

l'équipe », a-t-il ajouté, sans revenir sur son accrochage en fin de match avec Green.

À la lutte pour un rebond, Sabonis s'est retrouvé à terre et a semblé s'accrocher à la jambe de Green qui, pour se dégager, a marché vigoureusement sur la poitrine du Lituanien. Un acte délibéré selon les arbitres qui ont donc expulsé le vétéran des Warriors. Steph Curry a terminé meilleur marqueur de la rencontre avec 28 points. Son coéquipier Andrew Wiggins en a inscrit 22 et Klay Thompson en a ajouté 21.

Courant après le score toute la partie, les Warriors sont parvenus à égaliser à 93-93 au milieu du quatrième quart-temps avant que les Kings ne se ressaisissent et arrachent finalement la victoire.

« Nous n'avons pas assez bien joué pour gagner un match de play-offs à l'extérieur », a déploré Steve Kerr, l'entraîneur des Warriors, optimiste néanmoins pour la suite de la série qui se poursuit jeudi à San Francisco.

« Nous savons que nous devons mieux jouer et nous le ferons, a-t-il ajouté. Ces gars-là sont des champions. La façon dont nos gars se sont battus a montré de quoi ils étaient capables. »

Les Sixers dominent les Nets

Dans l'autre match de la nuit, à l'Est, Joel Embiid contenu, c'est Tyrese Maxey qui s'est illustré en inscrivant 33 points lors de la victoire de Philadelphia à domicile sur les Brooklyn Nets (96-84) permettant aux Sixers de mener la série 2-0.

Optant pour une défense à deux sur Joel Embiid, le pivot star de Philadelphia, Brooklyn a d'abord vu sa stratégie payer, comptant jusqu'à 10 points d'avance dans le deuxième quart-temps et 5 points à la mi-temps.

Mais les 33 points de Maxey, grâce notamment à 6 tirs primés à longue distance, ont inversé la tendance et permis aux Sixers de faire respecter leur rang.

« Ils ont fait des choses différentes sur le plan défensif ce soir, mais nous étions préparés », a déclaré Maxey, rendant hommage à son pivot, surveillé, mais auteur d'une feuille de statistiques de 20 points, 19 rebonds et 7 passes décisives tout de même. « Chapeau à Joel. Être aussi fort et réussir à toujours faire le bon geste alors qu'on est pris au piège sur chaque action, c'est énorme. »

Doc Rivers, l'entraîneur de Philadelphia, a, lui, déploré la performance de ses joueurs en première période : « Nous avons eu de la chance. À la mi-temps, avec la façon dont nous avons joué, ils auraient pu avoir plus d'avance. »

« Mais les play-offs sont ainsi : ils mettent votre confiance à l'épreuve. C'était un premier test pour nous, et nous l'avons surmonté », s'est-il tout de même félicité.

Le troisième match de la série aura lieu jeudi à Brooklyn.

Source : AFP

FOOTBALL

L'Etihad Stadium va faire peau neuve

Manchester City a annoncé mardi avoir déposé les demandes d'autorisation pour des travaux visant notamment à porter la capacité de son stade à plus de 60 000 places, ainsi que la création d'une fan zone, d'un magasin, d'un musée et d'un hôtel de 400 lits.

Le club de Premier League compte investir 300 millions de livres (soit 370 millions de dollars) et finir les travaux bien avant l'Euro 2028 pour lequel l'Etihad figure parmi les dix stades retenus dans la candidature de l'Angleterre et de l'Irlande, avec une capacité annoncée de 61 000 places.

Depuis l'arrivée des Émirats à sa tête en 2008, le club a transformé les abords du « City of Manchester Stadium », son nom officiel, et qui est toujours la propriété de la municipalité de Manchester.

Construit en 2002 pour les Jeux du Commonwealth, l'équipe présidée par Khaldoon al-Mubarak s'y est installée en 2003 avec un bail d'une durée de 250 ans et un premier agrandissement avait porté la capacité à environ 53 000 places en 2015.

Manchester City a aussi bâti tout un « campus » à proximité, avec le centre d'entraînement, son centre de formation et le siège du club.

Actuellement sixième stade en termes de capacité en Angleterre,

l'Etihad sera après cet agrandissement encore derrière Old Trafford, le stade du rival local Manchester United, et le London Stadium, l'ancien stade des JO de 2012, occupé par West Ham, mais sa jauge sera proche de celle du Tottenham Hotspur Stadium.

Source : AFP

PETITES ANNONCES

Pour placer vos Petites Annonces à partir du web : www.lorientlejour.com, onglet « Petites Annonces ».

ACHETONS TOUTES SORTES
d'or, d'argent, de cuivre, de chapelets, de vieilles montres, stylos de luxe et de marque, de Christofle et de vieux billets de banque.
Tél. : 76/707538

MÉTÉO

Vent S-O - 8 à 25 km/h.

Humidité 50 à 80 %.

Visibilité bonne à moyenne.

Mer peu agitée, 19°.

Tripoli 18/27°



Beyrouth 20/28°



Tyr 19/29°



Zahlé 14/29°



Qartaba 12/25°



Pluviométrie

	a.	b.	c.	d.
• Beyrouth-aéroport	0 mm	597,4 mm	628,2 mm	783 mm
• Békaa-Zahlé	0 mm	514,2 mm	615,1 mm	596 mm
• Tripoli	0 mm	695,4 mm	836,7 mm	786 mm

a. De lundi 8h à mardi 8h b. Depuis septembre c. Au cours de la même période de l'année dernière d. Moyenne sur 30 ans.



Joel Embiid laissant éclater sa joie lors de la victoire des Sixers de Philadelphie face aux Brooklyn Nets (96-84) après le second match des play-offs, lundi au Wells Fargo Center de Philadelphie. Mitchell LeBlanc/AFP

Les mots fléchés

Grid of crossword clues with arrows indicating directions. Clues include: Effroyable, terrible; Putois albinos; Ennemis du plaisir; Boîtes pour électeurs; Résignation; Bonnes cartes; Coupées, incisées; Elle poursuit quelqu'un; Dindon de la farce; Détente des écoliers; Embêtement; Echoue; Le premier degré; Etendue d'eau fermée; Touche de la main; Veste de complet; Temps d'examen; Au-dessus de la Mises à diat; Espace poétique; Appel de détresse; Déguste un bonbon; Garantie; Condiment en gousses; Fait un usage excessif; Couche de terrain; Souvent en service; Doulour Blond à moissonner; Cadre de théâtre; Carré d'un échiquier; Toundra; Recommencer; Effet qui secoue; Flaques; Avant aujourd'hui; Article singulier; Grand amour; Fleur au oscur noir; Équidé; Assaourenement; Vainqueur; Qui m'appartient; Bosse fort; Cela est pareil; Très sage; D'une seule coque; Enfin des nôtres! Fourreau; Caché; Couple de chanteurs; Matière textile; Canaries?; Choisi par la majorité; Certain hareng; Radius; Citron acide; Tête de gamme; Très personnel; Évoque une addition; Reine des fleurs; Met en courant d'air.

Solutions des mots fléchés, des mots croisés et des sudokus du précédent numéro

Grid of solutions for the crossword puzzle, showing words filled in black and white cells.

Grid of solutions for the crossword puzzle, showing words filled in black and white cells.

Grid of solutions for the crossword puzzle, showing words filled in black and white cells.

Grid of solutions for the crossword puzzle, showing words filled in black and white cells.

AGENDA

EXPOSITIONS

REJJA YA MAMA de Katya Traboulsi, à la galerie Saleh Barakat, rue Justinien, Clemenceau, jusqu'au 22 avril. Tél. : 01/365615.

EBB & FLOW : ON POWER AND LOSS d'Élias Nafaa (Eulogy to my Roots) et du duo Laetitia Hakim & Tarek Haddad (How to Stop a Rock from Growing) dont Marc Mouarkeh est le commissaire, à la galerie Tanit, immeuble East Village, rue d'Arménie, Mar Mikhaél, jusqu'au 22 avril, de 18h à 21h. Tél. : 70/956548.

UP & RISING ARTISTS exposition collective à Rebirth Beirut, rue Gouraud, Gemmayzé, jusqu'au 22 avril, de 14h à 19h, sauf les dimanches. Tél. : 01/444886.

EXPRESSION LIBRE de Claude Hindié Zouein, à Beit Beirut, Sodeco, jusqu'au 25 avril, de 12h à 20h.

CRISS-CROSS de Maroun Nemer, à la galerie Exode, montée Accaoui, jusqu'au 28 avril. Tél. : 01/336464.

THE EXPERIMENT, LIVE PAINTING PERFORMANCE de Simon Mhanna à la Zalfa Halabi Art Gallery, rue Chéhadé, Achrafieh, jusqu'au 30 avril. Tél. : 03/758563.

WORK IN PROGRESS : GAME OF LIFE de Alaa Mansour (réalisatrice et archiviste) à Takeover Beirut, Abdel Wahab el-Ingilzi, Beyrouth, jusqu'au 6 mai. Tél. : 03/573742.

MESHWAR OF AN ARTIST FROM PALESTINE TO LEBANON/DIALOGUE BETWEEN TWO GENERATIONS : MAROUN AND FOUAD TOMB à l'espace Dar el-Nimer, Clemenceau, jusqu'au 13 mai. Tél. : 03/367013.

BEYROUTH 1840-1918 exposition de photos d'archives et de cartes anciennes au musée Nabu, el-Heri, jusqu'au 26 mai. Tél. : 06/541341.

WORDS UNSPOKEN exposition d'artistes internationaux riche en portraits contemporains à la galerie Carré d'artistes, centre-ville de Beyrouth, rue Allenby/Fakhry bey, jusqu'au 31 mai, du lundi au samedi de 10h à 19h. Tél. : 01/999982-3.

ALLÔ, BEYROUTH ? exposition collective à Beit Beirut, Sodeco, jusqu'au 16 septembre, de mardi à dimanche, de 11h à 19h, les jeudis jusqu'à 22h.

Le mot secret

UN MOT DE 11 LETTRES : LE HOCKEY À SON MEILLEUR

Grid for the word search puzzle. The grid contains the following text: D I E V C B J E U X A D V E R S A I R E, E E E T I O U O C O U P P O I N T T U B, F D T C I T U T U A T R O P H E E N A L, E I R N N A E P S E L N N E C T S A E E, N U T E I A F S E N U G C A I O R V L S, S O O C P E L E S T A R L S L R M A B S, E R I J A P F E D E O S S E I E R P A U, U V I S E N A F R F R U I E I B N U T R, R E C P N D G H O S E I R T I C F G E E, R O L E A E O L C R E E O T R O I I E, A N P L R S T I E E T T R U A L F E L, S O A U E E S N R V R E P L I P E F I, S I I S N D I E A E E S E P A R T I E O, I S U R S I N R A R P E D I E N R E D T, S I E P T A T O D O E U S L O I C E S E, T V J D A I U I R N R G E M E N L E T U, A I S R I T A T O N E I D R A G R P R B, N D R T E L I F I N A L I V E I A U U S, C N O T A B O N T E R R A R E N A L O R, E C H E C P O S I T I O N C I R C U I T

- ACTIF, ADROIT, ADVERSAIRE, AIDES, AILIER, ANGLE, APTE, ARBITRE, ARENA, ARRÊT, ARRIÈRE, ASSAULT, ASSISTANCE, AVANCE, AVANT, BATON, BLESSURE, BUTS, CALENDRIER, CIRCUIT, CLUB, COMPTE, COUP, COUPE, DÉFAITE, DÉFENSEUR, DE JOUE, DIVISION, DUR, ÉCHAPPE, ÉCHEC, EFFORT, ÉLAN, ÉLANCE, ÉTOILE, FAIT, FEINTE, FILET, FINAL, FORCE, FOULE, GARDIEN, GERANT, GLACE, HORS-JEU, JEUX, JOUEUR, LANCERS, LÉGAL, LIGNE, LIGUE, LOI, MONTEE, OFFICIEL, PARTIE, PARTISAN, PASSE, PATIN, PÉRI, PÉRIODE, PERTE, POINT, POSITION, PUNITION, RAPIDE, RECORD, RÉGLE, REPLI, REUSSITE, REVERS, RÔLE, RONDELLE, SERIE, SOLIDE, SPORT, TABLEAU, TENSION, TERRITOIRE, TIRS, TOURNOI, TROPHÉE, VISE, VITESSE

SOLUTION DU PRÉCÉDENT MOT SECRET : PARCOURS

MARCHE À SUIVRE DU MOT SECRET

Dés que vous repérez un mot, rayez les lettres de ce mot dans la grille et barrez-le dans la liste. Commencez par les mots les plus longs. Quand vous aurez inséré tous les mots de la liste, il vous restera les lettres formant le mot secret. Pour former un mot, les lettres peuvent se suivre soit horizontalement, verticalement ou en diagonale, de droite à gauche ou de gauche à droite. Une même lettre peut servir pour plusieurs mots.

Les mots croisés

Problème n° 16639

Grid for the crossword puzzle with black and white cells.

HORIZONTEMENT :

- 1. Furent très à cheval lors d'une fameuse conquête. - 2. Un sommet. Passage. - 3. Test où il faut savoir cocher la bonne réponse. Négligées. - 4. Métal radioactif. - 5. Un amour de Zeus. Crochets. - 6. Se gonfle sous l'effet de la risée. Bigarrée. - 7. Elle a ses petits protégés. Il est comptabilisé au bureau. - 8. Poison violent. Pétillant italien. - 9. Tentative. Préposition. - 10. Elle a pas mal de vents... Mieux vu avec des lunettes.

VERTICALEMENT :

- A. Consentir, même sans dire un mot. - B. Pris en main par celui qui veut se faire entendre. Lettre grecque. - C. Héroïne de Flaubert. Consultés pour avoir un avis bien balancé. - D. Île de France. Politique économique établie par Lénine. En a fini avec le neuf. - E. Découvertes. - F. Qualifie certains nez. Petit cours du Nord. - G. Donnais de quoi vivre. - H. Pronom personnel. Peinas. - I. Appareus. Mettre sur un bon pied. - J. Possessif. Un moyen de bien prendre lait.

HOROSCOPE

BÉLIER (21 mars-19 avril) : Un projet de voyage ou de croisière avec des amis a de grandes chances de se réaliser. Mais gare aux frictions dues à des incompatibilités d'humeur.

TAUREAU (20 avril-20 mai) : Vous entreprendrez mille et une activités sans pour autant les abandonner en route. Vous déciderez de transformer la décoration de votre intérieur et mettez toute la famille à contribution.

GÉMEAUX (21 mai-20 juin) : Pour être bien sûr de ne pas souffrir un instant de la solitude, vous vous entourerez constamment d'une foule d'amis et de relations. Les occasions ne manqueront pas.

CANCER (21 juin-22 juillet) : Savourer le plaisir du moment, si éphémère soit-il, sera votre philosophie. Et vous entendrez bien l'appliquer à tous les domaines.

LION (23 juillet-22 août) : En amour, vous n'aurez aucune envie de vous poser des problèmes. Et il faudra vous prendre comme vous êtes. N'essayez pas d'imposer votre volonté à tout prix.

VIERGE (23 août-22 septembre) : Amoureux de longue date, attention au démon de midi ! Une personne jeune et séduisante pourrait vous faire perdre la tête.

BALANCE (23 septembre-22 octobre) : Si vous êtes libre, vous ne serez pas disposé à sacrifier la plus intime parcelle de votre indépendance.

SCORPION (23 octobre-21 novembre) : Pour une fois, vous manquez de réalisme et vous aurez intérêt à confier à votre conjoint le soin de gérer les finances familiales. A condition de lui laisser une paix royale.

SAGITTAIRE (22 novembre-21 décembre) : Vous avez tendance à rentrer dans votre coquille et cela peut gêner des personnes qui ne sont pas indifférentes à vos soucis actuels.

CAPRICORNE (22 décembre-19 janvier) : Vous pouvez discuter d'un modus vivendi avec votre partenaire. Essayez de mieux vous répartir les tâches et les responsabilités.

VERSEAU (20 janvier-19 février) : Journée idéale pour une grande promenade estivale en famille. Louez le minicar de vos rêves et partez à l'aventure.

POISSONS (20 février-20 mars) : Des affaires un peu délicates à régler et beaucoup d'électricité dans l'air. Qu'importe puisque la réconciliation sera splendide.

Sudoku

MOYEN

Sudoku grid for the 'MOYEN' difficulty level. Grid contains numbers: 2, 8, 5, 4, 8, 2, 6, 3, 7, 1, 4, 4, 9, 3, 3, 6, 1, 9, 2, 6, 3, 7, 4, 8, 9, 3.

MOYEN

RÈGLE DU SUDOKU

Une grille de sudoku est composée de 9 carrés de 9 cases, soit 81 cases. Le but est de parvenir à inscrire tous les chiffres de 1 à 9 (sans qu'ils se répètent), dans un ordre quelconque dans chaque ligne, dans chaque colonne et dans chaque carré de neuf cases.

DIFFICILE

Sudoku grid for the 'DIFFICILE' difficulty level. Grid contains numbers: 8, 7, 2, 7, 9, 2, 6, 4, 9, 5, 1, 7, 3, 9, 4, 2, 9, 1, 5, 7, 3, 8, 8, 6.

La voix de Fayrouz ou « Les chants des dieux plus majestueux que les dieux »

Si les langues étaient des continents, les mers et les océans seraient la voix. Il existe une voix océanique dont on connaît le commencement. Elle va s'amplifiant de plus en plus vite, se prolongeant en nous, sans qu'on se rende compte de ses limites au plus profond de nous-même... Elle ne s'écoute qu'ainsi. Quand le chant commence, un passage secret est creusé entre lui et l'auditeur. Tous les deux ensemble dans le cocon de l'écoute. Deux fœtus naissant au moment où la chanson éclôt. Il n'y a ni temps ni espace pour ce nouveau-né, dont seul le cordon ombilical est visible... C'est la voix de Fayrouz...

Les voix ressemblent à des rivières. Certaines prennent naissance dans les montagnes, d'autres dans les lacs, ou elles prennent leur point de départ dans les forêts et les prairies. Toutefois, il y a une voix qui émane assurément des montagnes. C'est pourquoi elle nous mène vers les hauteurs et nous flève au-dessus des surfaces basses. Elle n'est guère faite pour les sous-sols, les tranchées, les bunkers. Une voix qui ne connaît pas la rupture, la démolition, la destruction, la frustration, une voix qui répare, apaise, essuie la sueur des fronts et sèche les larmes.

Parfois une voix vous mène par la main, vous interroge en entamant un dialogue vertical qui pénètre la surface du présent, vous arrache à vos préoccupations quotidiennes, aux écueils de votre profession et aux soucis qui s'amoncellent inconsidérément sans que vous vous rendiez compte de leur ampleur et de leur lourdeur jusqu'à ce qu'un cri qui vous est destiné secoue la poussière qui s'est accumulée sur vous depuis longtemps sans que vous le sachiez. Ainsi, les journées peuvent être baignées par la voix.

Pourquoi on ferme les yeux pour mieux écouter certains voix ? Car alors la voix brille comme une planète flottant dans le tropique de l'être, lorsque nos yeux sont ouverts, nous voyons devant nous les bords de la planète sur laquelle nous vivons, un mélange, une imbrication, un enchevêtrement, et parfois une collision. Et on préfère ne voir que la voix qui s'est manifestée comme une planète... être le lieu où l'on habite, en elle, même pour quelques minutes. C'est ainsi qu'en incarne la voix de Fayrouz.

Dans la physique de la voix, l'étendue se situe dans le moi et dans le temps comme signe distinctif et comme indicateur de la forme et de la profondeur de la présence.



Fayrouz à Bercy pour un concert unique, le 16 octobre 1988. Photos d'archives L'OLJ

Dans l'égo, nous savons, comme cela est évident chez les chanteurs d'opéra, que la voix s'étend jusqu'au point le plus profond de l'équilibre de l'être, comme si elle était la corde cachée à laquelle nous nous accrochons dans l'espace de l'âme. Les extensions des voix entre les individus varient avec les degrés et les étendues des profondeurs des âmes parmi les gens.

Dans le temps aussi, apparaît l'écart de l'extension de la voix, car il y a des voix qui viennent du présent, des voix présentes qui ne sont pas influencées par les ombres du temps ni par ses images et ses fluctuations. Ce sont pour la plupart des voix horizontales qui courent derrière le mouvement de la permanence. Elles sont entraînées par les événements, et non l'inverse. Cependant, d'autres voix viennent du fond du temps, tirant le passé avec des cordes comme un vieux char. Les voix mélangent les temps et camouflent

les formes par leur présence et par leur sens. Elles font pencher la balance, nous montrant le passé comme s'il est présent et le présent comme s'il est un passé. Elles peuvent aussi jouer avec les dimensions et confondre la géographie.

On dit aussi que sa voix est natale et non nocturne. Je ne sais pas moi qui l'écoute tout le temps. Peut-être qu'il y a quelque chose d'important dans un tel diction, car il existe des voix qui sont plus proches de l'éveil, de la résurrection et de la naissance.

Est-ce un cri de naissance qui ne s'est pas encore tari, résonnant sur ses lèvres, et en ce sens elle renait à chaque chanson... Oui, je le croirai chaque fois que j'écouterai.

Je l'ai entendue pour la première fois lorsque j'étais adolescent, je l'ai aimée et j'ai l'écoute encore aujourd'hui, un demi-siècle plus tard.

Je ne sais si mon amour pour sa voix a subi quelque changement depuis cette époque ancienne, mais je peux affirmer, moi qui ne suis plus ce jeune homme, que sa voix suscite en moi le même tremblement et traverse mon corps avec le même frisson.

Est-ce une voix qui transcende le temps, une voix qui ramène l'être à sa mémoire embryonnaire, s'y accroche et ne la quite jamais, ou cela revient à sa capacité à voir l'âme d'un habit métaphysique en tout lieu et en tout temps ?

Il arrive aussi que la voix exprime tout le sens ou sa racine. Cela traverse toutes les langues, c'est-à-dire le signifiant et le signifié, sans nul besoin de traduction, ni d'explications, ni de signes et d'indices linguistiques... Je connais des Français, des Américains, des Européens et des Africains qui ne connaissent pas un mot de la langue arabe, mais quand ils entendent ses

chansons, ils disent : on peut presque comprendre le sens, sans aucun recours à la traduction...

Il y a aussi une voix accomplie. Vous connaissez ses limites et ses connotations quand vous l'entendez, mais il y en a une autre qui essaie, suggère ou opère des ajouts. C'est pour cela qu'il est donc difficile de dessiner une carte pour cette voix, de connaître ou elle veut arriver. Il faut juste vous en remettre aveuglément à elle pour vous conduire sans canne. Elle est votre canne sur laquelle vous vous appuyez et elle est le chemin.

Une voix jaillissant du souffle des hautes montagnes pour s'ajouter à son esprit oriental. Une voix orientale par excellence. Je ne connais pas de chanteuse occidentale qui porte dans sa voix autant de nostalgie, de chagrin, de soif, de feu et de lever de soleil. C'est l'Orient déclaré haut et fort. Oui, c'est une chanteuse orient-

tale avec le ton de sa voix, avec le degré de son rayonnement et avec les orbites de la nostalgie qu'elle parcourt et nous emmène. Oui, je sens dans sa voix la fraîcheur des premiers instants de l'aube, la brûlure du soleil diurne et le frisson de la nuit solitaire.

Ce n'est pas la langue qui limite la voix ni les histoires ou les poèmes, mais plutôt sa capacité à mêler la géographie de l'Orient à son passé et à jouer avec son présent. Personne ne sait comment la source chaude se transforme en lave volcanique dans la voix.

Pourquoi la nostalgie dans ses chansons prévaut-elle sur toutes les autres significations, même s'il n'y a aucun signe qui l'indique dans les paroles ?

C'est le passé qui est la source la plus profonde d'où jaillit la voix. Ici, elle puise forcément un torrent de signaux, de réverbérations et d'indices liés à un temps qui s'est enfoncé mais n'a pas disparu, un temps qui reste diffus au regard des râles et des soupirs qui peuplent les chansons, et pour cette raison le passé devient un phénix dans sa voix.

Parmi les chants et les inscriptions sacrés ishariens, des chercheurs ont trouvé une étrange inscription datant de 2500 avant J.-C. : « Les chants des dieux plus majestueux que les dieux. »

Pendant près de cinq mille ans, les chants ont été si sacrés qu'ils sont plus grands que les divinités pour lesquelles ils ont été créés.

Aujourd'hui, si nous voulons jeter un œil via cette vision babylonienne sur notre présent, qui bourdonne de toutes sortes de chants et de musiques, pour chercher une voix qui équivalait à une telle sainteté, nous trouverions certainement la voix de Fayrouz.

Une voix qui essuie le vitrail du jour avec le souffle des esprits et la nostalgie des corps expulsés de l'univers. Une voix qui est un arbrisseau montant par-dessus du sable un souhait à peine aisé, trop tard. Une voix qui se répécute partout afin de combler la place de l'instant. Une voix « qui, comme des oiseaux, m'a dit des choses que je ne savais pas », une voix qui répare je ne sais quelle fissure. Sa voix elle seule peut disperser le lieu, l'écarter et l'exiler en moi.

Chawki ABDELAMIR
Poète et conseiller du président
de l'Institut du monde arabe

Traduit de l'arabe par M'barek HOUSNI.

Quand l'État est absent dans la psychologie du Libanais !

Quels sont les indicateurs du défaut de culture de l'État chez le Libanais et qui exigent pour l'avenir l'acculturation de l'État ? A défaut de cette acculturation dans l'historiographie, la mémoire et la pédagogie, le Liban est et sera ingouvernable.

Les Libanais, en dépit d'un patrimoine séculaire de vivre-ensemble, de dialogue et d'unité, sont condamnés à une situation permanente de guerre froide, de guerres par procuration et la mécanique psychanalytique de répétition. Nous relevons huit principaux indicateurs de l'absence d'État dans la psychologie politique :

1. Le désastre actuel : face au désastre actuel au Liban, des accusations sont lancées par des Libanais contre des banques sans argent, des pharmacies sans médicaments, des supermarchés avec pénurie de produits, des stations d'essence sans essence... Or c'est ainsi que les choses se déroulent de façon « naturelle », et nous ne disons pas normale (avec des normes), quand il n'y a pas d'État, car c'est l'État qui, dans sa genèse anthropologique, est chargé de la mise en œuvre du droit.

2. La perception de l'État comme organe extérieur, étranger : vous entendez un ministre, un député, un haut fonctionnaire... parler de l'État, accuser l'État, se plaindre des défaillances de l'État, comme si l'État ne le concernait pas, comme s'il ne touchait pas au moins des honoraires de l'argent public.

3. Les idéologues du fédéralisme et de la décentralisation : ceux-là, en tant qu'échappatoire au dilemme de l'État et aux défaillances, palabrent sur le fédéralisme et la décentralisation... Or tout fédéralisme et toute décentralisation impliquent au départ la centralité de l'État détenteur exclusif de ses quatre fonctions régaliennes (de *rex, regis, roi*) : monopole de la force organisée (une armée et non deux armées), monopole des rapports diplomatiques (une diplomatie en conformité avec le préambule de la Constitution : « Liban arabe par son appartenance et identité », et non deux diplomaties), gestion et perception de l'impôt, gestion des politiques publiques. Sans la centralité de l'État, tout fédéralisme et toute décentralisation devient nécessairement vers le partage avec des

zones étrangères d'influence. Le problème fondamental à l'encontre de palabres de légistes (et nous ne disons pas juristes) est la centralité d'abord de l'État dans toute décentralisation et fédération.

4. Les constitutionnalistes en chambre : ceux-là, pour échapper au dilemme de l'État, divaguent avec des critiques sur le pacte national de 1943, de l'accord d'entente nationale de Taïef, des « lacunes » (*saghari*) dans la Constitution libanaise, de la position du chef (maronite) de l'État, le « confessionnalisme »... Or aucune Constitution dans le monde, même dans des sociétés jouissant de fortes traditions d'unité, de solidarité, d'image de l'autre et de dialogue, n'est appliquée avec régularité à défaut d'État garant de l'existence même d'une société (de *status* : compagnon). Une société n'est pas addition d'individus, mais groupement humain régi par des normes communes, contrat social qui régit les rapports sociaux.

5. L'État appartenement meublé clés en main : le pire dans l'expression du caractère extérieur, étranger de l'État, c'est l'affirmation répétitive, avec assurance, conviction et mécaniquement digérée par la population : « Quand l'État libanais se constitue, nous lui livrons nos armes, notre diplomatie, nos pratiques usurpatrices des fonctions régaliennes de l'État. » C'est la perception de l'État en tant qu'appartenance meublé clés en main ! C'est l'incompréhension totale de l'État, de sa force, et surtout de la notion fondamentale de légitimité. L'État démocratique est fort grâce au soutien de la population, des forces politiques, avec une citoyenneté constructive d'État. L'État appartenement meublé clés en main est un État extérieur, occupant, sous subordination externe !

6. La persistance du complexe de la Sublime Porte : pour des raisons de psychologie historique, les Libanais sont toujours en attente, en expectative d'une solution extérieure, une Sublime Porte. Que le Liban soit au carrefour d'un environnement hostile ou en transition démocratique n'écipe pas la persistance du complexe. Notre historiographie s'était penchée davantage sur l'histoire du Liban dans les relations internationales, plutôt que

sur l'histoire des Libanais.

7. Que signifie « chef de l'État » (nouvel art. 49 de la Constitution) ? La disposition la plus ignorée, banalisée, manipulée, violée... est celle du nouvel article 49 de la Constitution libanaise à la suite de l'accord d'entente nationale de Taïef : « Le président de la République est le chef de l'État... Il veille au respect de la Constitution... » Qu'un chef d'État brandisse en permanence : « Ce n'est pas moi, c'est la faute des autres... » et que cette allegation soit avalée et digérée par des légistes, des défenseurs de « droits usurpés de chrétiens » et une population dupe et dupée, surtout depuis 2016, c'est bien l'indicateur de la délégitimation de l'État, manipulée par l'imposture au sommet.

8. Que signifie l'État... de droit ? Quand on parle d'État de droit, des légistes abondent en légalité et occultent... l'État ! Or la fonction de l'État est la mise en œuvre du droit. Sans État, c'est la jungle ! Et la légalité sans État souverain devient instrumentale, injuste, tyrannique sous couvert de la loi ! État et droit sont deux processus historiques distincts et complémentaires. État d'abord... puis constitutionnalisme afin que le pouvoir soit soumis au droit.

Quelle thérapie en psychanalyse politique face au désastre d'une situation sans État, à des Libanais résilients, créatifs et résistants, mais sans État ? L'acculturation de l'État au Liban, dans une perspective d'historiographie, de mémoire et de pédagogie, comporte dans son contenu quatre parties.

1. La sociogenèse de l'État libanais dans la dialectique anthropologique entre centre et périphérie.
2. L'État... de droit et la soumission de l'État au droit : la Constitution libanaise.
3. L'État libanais en période de crise : agression, faiblesse, résistance...
4. Culture et pédagogie : autorité, bien commun... L'État dans la praxis et des écrits d'auteurs libanais.

Antoine MESSARRA
Chaire Unesco - USJ

De la désunion au déclin à la ruine : dialogue impossible ?

Un constat s'impose, les personnes en charge de l'État sont défaillantes, incapables de penser à une relève et incapables de gérer le pays. Faut-il rappeler le cumul de leurs méfaits et les conséquences sur la faillite de l'État et du système démocratique qui était respecté par le passé ? Ces personnes responsables s'accommodent d'une mainmise sur les leviers des restes de l'État. Ils se gargarisent de formules vides pour tromper le peuple et avec l'extérieur des formules magiques pour faire semblant. Le pays a plus de vides que le plein, c'est un monde complètement à l'envers où le faux est préféré au vrai. Ils ont dévié les bons principes de gouvernance en démocratie libérale. Les chants du communautarisme s'abritent dans un extrémisme séparatiste sectaire qui en fait leur raison d'être ou leur gagne-pain. Dans ce petit pays, l'État civil, le mariage et le divorce sont entre les mains des communautés. Les écoles, les hôpitaux reflètent les mêmes appartenances. Georges Naccache en son temps disait : « Deux négociations ne font pas une nation », nous sommes dans une situation où combien plus discordante avec de multiples négociations. Un pays, une société sont ingérables avec autant de tiraillements créés par ceux-là mêmes qui gouvernent. Et la question se pose si le Liban est viable avec tant de tiraillements créés par les gouvernements. Est-ce la haine qui le guide, est-ce l'ignorance ou bien sont-ils les jouets d'un parain extérieur ? Est-ce l'arrogance qui gonfle leur imaginaire pour que certains se vantent de leur force et cherchent à s'imposer ? Cette attitude présomptueuse appelle une réaction opposée par les autres. Et même le poids de la force ou des armes n'est en fait qu'un appel à une attitude identique de l'autre bord. Notre système démocratique n'est plus un système un groupe armé peut imposer ses vues, ses fantasmes et ses croyances. L'absence de responsables, femmes d'État ou hommes d'État, qui savent jouer la médiation et rapprocher les réflexions va perpétuer les conflits. Les dirigeants pirates agissent en deviant pour devenir passionnés ou pervers loin des principes démocratiques. Ils sont plus clients que fédérateurs et loin de toute rationalité apaisante.

Pour rechercher la relève du pays, il

faut un discours d'union se référant aux grands principes démocratiques avec un État, avec le règne de la loi, un espace de liberté, un pouvoir rationnel et une gouvernance honnête et dynamique. L'homme d'État capable de guider cette démarche est un personnage sans fissure et sans férule. C'est une personnalité qui respecte le peuple, l'éthique et le bien commun. Nos hommes politiques manipulent les élections et n'ont d'intérêt que leurs avantages personnels. D'aucun retournent en disant que « c'est la faute des électeurs » qui votent pour eux. Mais l'électeur est abusé, trompé et des fois soudoyé par de l'argent ou des services. Les tenants de cette réflexion simpliste se donnent bonne conscience en disant que c'est la faute du peuple. Est-il possible de demander à des milliers d'électeurs d'être ou leur gagne-pain. Dans ce petit pays, l'État civil, le mariage et le divorce sont entre les mains des communautés. Les écoles, les hôpitaux reflètent les mêmes appartenances. Georges Naccache en son temps disait : « Deux négociations ne font pas une nation », nous sommes dans une situation où combien plus discordante avec de multiples négociations. Un pays, une société sont ingérables avec autant de tiraillements créés par ceux-là mêmes qui gouvernent. Et la question se pose si le Liban est viable avec tant de tiraillements créés par les gouvernements. Est-ce la haine qui le guide, est-ce l'ignorance ou bien sont-ils les jouets d'un parain extérieur ? Est-ce l'arrogance qui gonfle leur imaginaire pour que certains se vantent de leur force et cherchent à s'imposer ? Cette attitude présomptueuse appelle une réaction opposée par les autres. Et même le poids de la force ou des armes n'est en fait qu'un appel à une attitude identique de l'autre bord. Notre système démocratique n'est plus un système un groupe armé peut imposer ses vues, ses fantasmes et ses croyances. L'absence de responsables, femmes d'État ou hommes d'État, qui savent jouer la médiation et rapprocher les réflexions va perpétuer les conflits. Les dirigeants pirates agissent en deviant pour devenir passionnés ou pervers loin des principes démocratiques. Ils sont plus clients que fédérateurs et loin de toute rationalité apaisante.

Pour rechercher la relève du pays, il faut un discours d'union se référant aux grands principes démocratiques avec un État, avec le règne de la loi, un espace de liberté, un pouvoir rationnel et une gouvernance honnête et dynamique. L'homme d'État capable de guider cette démarche est un personnage sans fissure et sans férule. C'est une personnalité qui respecte le peuple, l'éthique et le bien commun. Nos hommes politiques manipulent les élections et n'ont d'intérêt que leurs avantages personnels. D'aucun retournent en disant que « c'est la faute des électeurs » qui votent pour eux. Mais l'électeur est abusé, trompé et des fois soudoyé par de l'argent ou des services. Les tenants de cette réflexion simpliste se donnent bonne conscience en disant que c'est la faute du peuple. Est-il possible de demander à des milliers d'électeurs d'être ou leur gagne-pain. Dans ce petit pays, l'État civil, le mariage et le divorce sont entre les mains des communautés. Les écoles, les hôpitaux reflètent les mêmes appartenances. Georges Naccache en son temps disait : « Deux négociations ne font pas une nation », nous sommes dans une situation où combien plus discordante avec de multiples négociations. Un pays, une société sont ingérables avec autant de tiraillements créés par ceux-là mêmes qui gouvernent. Et la question se pose si le Liban est viable avec tant de tiraillements créés par les gouvernements. Est-ce la haine qui le guide, est-ce l'ignorance ou bien sont-ils les jouets d'un parain extérieur ? Est-ce l'arrogance qui gonfle leur imaginaire pour que certains se vantent de leur force et cherchent à s'imposer ? Cette attitude présomptueuse appelle une réaction opposée par les autres. Et même le poids de la force ou des armes n'est en fait qu'un appel à une attitude identique de l'autre bord. Notre système démocratique n'est plus un système un groupe armé peut imposer ses vues, ses fantasmes et ses croyances. L'absence de responsables, femmes d'État ou hommes d'État, qui savent jouer la médiation et rapprocher les réflexions va perpétuer les conflits. Les dirigeants pirates agissent en deviant pour devenir passionnés ou pervers loin des principes démocratiques. Ils sont plus clients que fédérateurs et loin de toute rationalité apaisante.

La démocratie espérée est à l'opposé des règles milliciennes et mafieuses.

La démocratie espérée est celle qui accepte le désaccord avec un dialogue honnête et serein pour fluidifier les tensions et les oppositions.

La démocratie espérée est celle du pouvoir de la loi, et non du pouvoir de la force, une démocratie libérale. La démocratie espérée est celle qui veille au bon fonctionnement de l'administration pour le bien de tous contre la corruption.

La démocratie espérée est celle qui veille au développement économique d'un État qui a la protection d'une armée, seule détentrice du monopole de la force.

La démocratie espérée est celle du respect de la séparation des pouvoirs, de l'égalité de tous devant la loi et du respect des normes.

La démocratie espérée est celle qui négocie activement le retour des déplacés avec la Syrie et surtout avec les puissances internationales qui semblent complices de la caste politique non fiable au Liban.

La démocratie espérée est celle qui libère la justice (et les magistrats qui doivent se libérer de leur servitude volontaire face aux politiques) pour faire régner la loi et révéler au grand jour l'énigme de la double explosion au port en 2020.

Il y a certes une crise de la démocratie représentative car les hommes politiques sont corrompus. Mais toucher un peuple dans sa dignité, c'est l'enfermer à la révolte qui le vengera de ses bourreaux. La démocratie doit rester un code moral. Il faut en fait reconstruire l'État par d'autres politiques sereuses vigoureux et bossus, c'est-à-dire réunir, rassembler les groupuscules séparés. Ou bien réfléchir sans honte à d'autres formes de rassemblement fédérateur, une fédération, malgré la gêne qu'ont certains à accepter cette voie. Et enfin, en attendant un deal pour la région, écartons les fusils, les mitraillettes, les canons et les visions déviantes, et ouvrons la voie à la conciliation et à la paix. Le rêve des Libanais n'est pas une chimère, c'est une aspiration au meilleur, à la créativité, à l'ouverture et au bien-être de tous.

Adel AKL
Psychiatre, psychanalyste

Pour placer vos annonces Carnet à partir du web : www.lorientlejour.com, onglet « Carnet ».

Quarantème

Pour le quarantème jour du rappel à Dieu du très regretté ANTOINE MICHEL HACHIER une messe sera célébrée pour le repos de son âme, dans la plus stricte intimité, samedi 22 avril à 18h, en l'église des sœurs des Saints-Cœurs, Jdeit.

« Dimanche, jour de la divine miséricorde, L'amour du Père est plus fort que la mort. » Pour le quarantème jour du rappel à Dieu de notre chère mère SIMONE COPTI une messe a été célébrée en France pour le repos de son âme.

Pensée pieuse

Il y a un an déjà nous quittait notre père et grand-père RIZK I. RIZK. Toujours présent dans nos cœurs et dans nos vies. Une pensée pieuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Pour la seconde commémoration du rappel à Dieu de notre très cher et regretté RAMEZ MICHEL KFOURY une pensée pieuse est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Pour la seconde commémoration du décès de NADIM ABI-SAAB une pensée pieuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé. « Je ne suis pas parti, je suis juste de l'autre côté du voile. » Tu nous manques, Nado.

Pour la septième année du décès de ROGER SELWAN Ingénieur et architecte une pensée pieuse est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Remerciements

La famille du regretté PAUL TOUFIC SEHNAOUI remercie tous ceux qui se sont associés à son deuil par leur présence, leurs appels, messages et dons et les prie de trouver ici l'expression de sa profonde gratitude.

EXPOSITION

Technologies de l'éducation : une délégation libanaise à la BETT

Une délégation libanaise de spécialistes dans les technologies de l'éducation a été en visite à Londres dans le cadre des activités de la plus grande exposition au monde dans ce secteur la BETT (British Educational Training and Technology Show).



La délégation libanaise à la BETT de Londres. Photo ANI

Des réunions étaient au programme avec plusieurs acteurs présents sur place dans le but de consolider les accords de coopération internationale.

Au cours d'une rencontre avec le directeur de l'éducation internationale au ministère britannique des Affaires étrangères, Robert Daniels, les discussions ont porté sur l'état de

l'éducation au Liban et l'importance du soutien participatif, prodigué par le département du commerce international de l'ambassade britannique

ainsi que sur l'échange d'expériences et sur la construction de partenariats avec des institutions britanniques.

La délégation a également rencontré Caroline Wright, présidente de la British Education Solutions Providers Association (BESA) et Dave Smith, responsable des études et du contenu, en présence de Paul Khawaja, le directeur du commerce international à l'ambassade britannique à Beyrouth. Les besoins des établissements d'enseignement en technologie éducative ont été abordés et un projet de normes pour définir le métier de technologie éducative a été présenté par la délégation libanaise.

Contacts utiles

Abonnements aux différentes publications du groupe L'Orient-Le Jour

Pour vos abonnements à L'Orient-Le Jour, contactez-nous par e-mail : abonnement@lorientlejour.com ou tél. : 05/453665.

Carnet

Pour vos demandes de publication d'avis de naissance, de nécrologie, de quarantème, de pensée pieuse ou d'hommage, merci de nous adresser vos textes par mail en précisant vos coordonnées téléphoniques ainsi que votre nom à l'adresse suivante : carnet@lorientlejour.com ou de nous contacter par téléphone au 05/453703 - 05/453387 - 05/956444, extension : 301. Vous pouvez aussi contacter Pressmedia Tamam SAL au 01/577000 ou par e-mail à info@pressmedia.com.lb

Petites annonces

Pour la publication de vos petites annonces dans nos versions papier et numérique, merci de nous adresser vos mails à l'adresse suivante : carnet@lorientlejour.com ou de nous contacter par téléphone au 05/453703 - 05/453387 - 05/956444, extension : 301. Vous pouvez aussi contacter Pressmedia Tamam SAL au 01/577000 ou par e-mail à info@pressmedia.com.lb

Musées

MIM-MUSÉE DES MINÉRAUX rue de Damas sur le campus de l'innovation et du sport à l'USJ, tous les jours, de 10h à 13h et de 14h à 18h, sauf les lundis. Tél. : 01/421672.

LE MUSÉE DU PALAIS DEBBANÉ vieille ville de Saïda, de 9h à 16h. Tél. : 07/720110.

LE MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE DE L'UNIVERSITÉ AMÉRICAINNE DE BEYROUTH rue Bliss, Beyrouth, du lundi au vendredi, de 9h à 17h. Tél. : 01/759665.

LE MUSÉE DU SAVON Saïda, rue Moutran, tous les jours de 8h30 à 17h00. Tél. : 07/733353.

MACAM (MODERN AND CONTEMPORARY ART MUSEUM) à Alita-Jbeil, tous les jours, de 10h à 18h. Tél. : 03/271500 - 03/197900.

LE MUSÉE DE GILICIE Antélias, de 10h à 17h, fermé lundi. Tél. : 04/523461.

HOMMAGE À RAJA MOURACADÉ

L'homme au grand cœur...

Dans une époque en récession sur les valeurs, Raja était la figure de l'honnête homme et de l'homme honnête : de par sa culture, son intelligence, sa noblesse d'esprit, sa générosité de cœur, son dévouement et sa probité morale.

mière heure, il fut brave, courageux, et sut rester discret, modeste... et intégré. Il demeura toujours sensible à l'image façonnée par ses souvenirs d'enfance et de jeunesse, malgré des décennies d'absence où nos rencontres n'étaient plus que le fruit des occasions ou du hasard. Mais même loin du regard, j'avais en moi l'assurance que quelque part un cousin que j'admire et affectionne était toujours là, bien présent sur la terre des vivants.

Quand j'ai su que son état de santé s'était détérioré, j'ai ressenti le besoin d'aller le visiter. Les ailes de la vie et la perfidie du temps m'ont trahi et privé de cette rencontre. La mort a été la plus prompte. Cette scléroté prind toujours le pas sur nos souhaits... et nos regrets. Que ta noble âme repose en paix, cher Raja.

Michel BASSILE

HOMMAGE À JOSEPH CHÉHAB

Esprit libre et rebelle

Esprit rebelle comme ne peut l'être qu'une créature consciente que le don de la vie est synonyme de liberté, de force et de cohérence. Liberté de penser, liberté de créer, liberté de communiquer. Forcé d'un engagement lucide et sans faille pour un Liban, rencontre de diversités religieuses et culturelles, force d'ai-

mer dans la durée, force de croire au-delà des apparences. Cohérence entre des principes de vie librement choisis, un respect de l'autre dans la réciprocité et un refus inconditionnel de la médiocrité. Le silence dans lequel il nous a quittés, après un long combat contre la maladie, exprime bien sa conviction profonde que l'on ne meurt qu'une fois et que la vie nous est donnée à chaque instant.

« Car sur toi quelqu'un veille, Tout près... je suis ton ange ! » C'est en pensant à toi, cher Roger, que j'ai écrit ces pensées. Car je sais que, de là-haut, tu veilles sur nous.

Armand PHARÈS

HOMMAGE À ROGER SELWAN

Ange gardien

Entre l'espace et le temps ; Là où s'étend la trame De ce monde inconsistant Auquel aspire l'âme. Là-bas, les êtres flottent Comme la brise du soir ; Se meuvent et se disloquent Sans peine ni désespoir. Fluide, souple et éthérée ; La silhouette blanche

De lumière toute marbrée Tourne et vers moi se penche. L'ombre se colle à ma peau Me baigne de sa fraîcheur, Me purifie de son eau, Et me noie dans le bonheur. Douceur, tendresse et bonté M'inondent de leur chaleur : « Tu es en sécurité ! Dès maintenant, n'aie plus peur ! »

Murmure à mon oreille La voix tendre et étrange « Car sur toi quelqu'un veille, Tout près... je suis ton ange ! » C'est en pensant à toi, cher Roger, que j'ai écrit ces pensées. Car je sais que, de là-haut, tu veilles sur nous.

Molly SELWAN

ASSOCIATIONS

La traditionnelle chasse aux œufs de Chance à Jal el-Dib

Comme chaque année à Pâques, l'association Chance, qui traite des enfants malades du cancer, a organisé sa traditionnelle chasse aux œufs dans le jardin municipal de Jal el-Dib. Une centaine d'enfants malades accompagnés de leurs parents ont entonné des chansons et participé à une multitude d'activités, ainsi qu'à un grand jeu mis en place par MEJ Fanar. Ces enfants se sont lancés à la chasse aux œufs avec les volontaires et la présidente de l'association, Roula Farah Sayad.



Les enfants, les volontaires et la présidente de l'association au cours de l'activité organisée à l'occasion de Pâques. Photo DR

Pour cette activité comme pour d'autres, l'association Chance a été soutenue par un grand nombre de sponsors qui la soutiennent dans sa mission, celle d'assurer le traitement des enfants malades de cancer, leur offrant presque 80 % de chances de guérison.

Pour soutenir cette association qui s'appuie sur le volontariat et les donations, il est possible d'appeler le 70/812259 ou le 03/681309, de consulter son site internet : www.chanceassociation.org

directement au compte « CHANCE Association » au Crédit libanais, branche d'Achrafieh (IBAN USD-SWIFT 1H3532 - LB24 0053 001R USD0 0111 H353 2004 - CLIBLB-BX)

AGENDA CINÉ

NOUVELLES SORTIES

HIS ONLY SON de David Helling, avec Nicolas Mouawad, Sara Syed et Edean Moskowitz. Cinemacity Beirut Souks, Stargate, Empire Première/The Spot Choueïfate, Cinemall, Grand Cinemas ABC Achrafieh/Verdun/Dbayé/Saïda/Las Salinas/Galaxy.

WEEK-END de Sami Koujan, avec Fouad Yammine, Shiraz, Carla Boutros, Nazih Youssef et Joseph Zaytouni. Cinemacity Beirut Souks, Stargate Zahlé, Empire Première/The Spot Choueïfate, Cinemall, Grand Cinemas ABC Achrafieh/Verdun/Dbayé/The Spot Saïda.

EN SALLE

OPÉRATION FORTUNE, RUSE DE GUERRE de Guy Ritchie, avec Jason Statham et Aubrey Plaza. Cinemacity Beirut Souks.

THE DAM d'Ali Cherrri. Grand Cinemas ABC Achrafieh.

TIRAILLEURS de Mathieu Vadepied, avec Omar Sy, Alassane Diong, Jonas Bloquet. Empire Première.

CHEBI, MY FLUFFY FRIEND Film d'animation. Empire The Spot Choueïfate.

SHAZAM, FURY OF THE KINGS de David F. Sandberg, avec Helen Mirren, Zachary Levi. Cinemacity Beirut Souks, Empire

Première/The Spot Choueïfate, Grand Cinemas ABC Achrafieh/Verdun/Dbayé/Saïda, VOX BCC.

CREED III de Michael B. Jordan, avec Michael B. Jordan, Jonathan Majors, Florian Munteanu, Wood Harris et Tessa Thompson. Cinemacity Beirut Souks, VOX BCC, Grand Cinemas ABC Achrafieh/Verdun/Dbayé/Saïda, Empire The Spot Choueïfate, Cinemall.

OUT OF EXILE Thriller de Kyle Kaulwika Harris, avec Adam Hampton, Ryan Merriman, Peter Greene. Cinemacity Beirut Souks, Empire The Spot Choueïfate, Grand Cinemas ABC Dbayé.

65 Science-fiction de Scott Beck et Bryan Woods, avec Adam Driver, Ariana Greenblatt, Chloe Coleman. Cinemacity Beirut Souks, Empire Première/The Spot Choueïfate, VOX BCC, Grand Cinemas ABC Achrafieh/Verdun/Saïda.

ON THE LINE de Romuald Boulanger avec Mel Gibson et William Moseley. Grand Cinemas ABC Achrafieh, Cinemall, Stargate, Cinemacity Beirut Souks, Empire The Spot Choueïfate, VOX BCC.

MAVKA Film d'animation. VOX BCC, Empire The Spot Choueïfate, Cinemall.

ANT-MAN AND THE WASP de Peyton Reed, avec Paul Rudd, Evangeline Lilly, Michael

Douglas, Michelle Pfeiffer. Cinemacity Beirut Souks, Empire The Spot Choueïfate, VOX BCC, Cinemall, Grand Cinemas ABC Verdun.

ALL ROADS LEAD TO ROME de Lara Saba, avec Julia Kassar, Shadi Haddad, Cynthia Karam. VOX BCC, Cinemall, Grand Cinemas ABC Achrafieh/Dbayé.

AVATAR : THE WAY OF WATER de James Cameron, avec Zoe Saldana, Sam Worthington, Sigourney Weaver. VOX BCC.

MOMMIES GROUP Comédie avec Bayoumi Fouad, Ghada Adel, Ruby, Reem Mostafa. Empire The Spot Choueïfate.

PLANE de Jean-François Richet, avec Gérard Butler, Mike Colter, Yoson An. Cinemall.

SOUND OF SILENCE Film d'horreur d'Alessandro Antonaci. Empire The Spot Choueïfate.

THE AMAZING MAURICE Film d'animation de Toby Genkel et Florian Westermann. Grand Cinemas ABC Verdun.

WALA GHALTA de Saïd el-Marouk, avec Ziad Bourji, Fouad Yammine, Jessy Abdo. Grand Cinemas ABC Verdun, VOX BCC, Cinemall.

ALULA+ SOUS LES ÉTOILES LBCI diffusera "ALULA SOUS LES ÉTOILES" Mardi 25 Avril 2023 21h30, heure du Liban/Arabie Saoudite Une émission spectaculaire filmée dans la salle de concert Maraya produite par DEGEL Prod, organisée par l'Agence Française pour le développement d'AlUla (AFALULA), et soutenue par la Commission Royale pour AlUla (RCU) Interprétée par Carla Bruni, Gims, Yanns, Chimène Badi, Hélène Ségara Enrico Macias, Gilbert Montagné, Claudio Capeo, et Farrah ElDinaby ainsi que les artistes Saoudiens Dalia Mubarak, Zena Emaad, et Sultan AlMurshed

L'Orient Le Jour Société Générale de Presse et d'Édition SAL Abonnement 05/453665 abonnements@lorientlejour.com Administration Fax 05/454201 administration@lorientlejour.com Ressources Humaines hr@lorientlejour.com Rédaction Fax 05/957444 redaction@lorientlejour.com Carnet, petites annonces Tél. Fax 05/454108 Archives archives@lorientlejour.com Règles publicitaires - Pressmedia Tél. 01/577000 - Fax 01/561380 Président-directeur général Nayla DE FRIÈRE Directeur exécutif Fouad KHOURY HELOU Editorialiste Issa GORABIE Directeur responsable Abdo CHAKKOURIA International Antoine AJOURY Laure-Moïssa FARJALLAH Édition Gabry NASH Jenny SALEH Économie Philippe HAGE BOUTROS Culture Maya GHANDOUR HERT Carla HENOUOU (La Dernière) Zéna ZALZA (adjointe) Idées Cypille NÈME Campus Roula DOUGLAS Web Mathias KARAM Claire GRANDCHAMPS Sport Gabriel BLONDEL Marketing Nicole KAROUR Administration Raymonde NASR Ressources Humaines Maya BASSILA Informatique Moustapha KHAZAL Correction Marily HATEM Graphisme Fady SAABY Yehya HAMDAN

LA MODE

La mariée Vanina, mi-romantique, mi-espiègle



Toute une ligne de bustiers et de jupes en broderies et macramés de perles prolonge le thème et remplace la robe statuaire par un puissant manifeste.



Tous les codes sont présents : le blanc, le voile, les accessoires, les perles... La différence est dans l'attitude.



La règle est d'offrir à la mariée la désinvolture qui lui manque le fameux grand jour. Photos Vanina

Vanina, la marque libanaise de prêt-à-porter et accessoires artisanaux, élargit son offre à l'univers du mariage. Toujours inspirée par l'enfance et le rêve, elle propose des pièces faciles à vivre, à assortir selon son plaisir et dont la vie se prolonge et se transforme bien au-delà d'une cérémonie.

Fifi ABOU DIB

C'est l'histoire de deux amies d'enfance, Tatiana Fayad et Joanne Hayek. Leurs après-midi de vacances passées à tresser des bracelets et enfiler des perles ne devaient pas s'arrêter à la fin de l'école. À l'âge adulte, elles créent ensemble une petite entreprise qui transforme les après-midi du passé en projet de vie. Elles appellent Vanina, comme le titre d'une chanson de Dave qui annonce le kitsch déirant auquel il faudra s'attendre. Elles seront ainsi les premières à confectionner des bijoux extravagants avec du matériel recyclé. Plagiés de plastique issu de sacs de magasins, allumettes et autres objets dérisoires trouvent entre leurs mains mieux qu'une seconde vie, une transfiguration.

Le festif prend le pas sur le cérémonial

Aujourd'hui, Vanina se lance dans le prêt-à-porter mariage. Une première collection vient de voir le jour. Les deux créatrices, passionnées de vintage, conscientes des attentes d'une nouvelle génération de clientes qui ont envie de se réapproprier le genre et d'habiter les conventions sans les dénigrer, présentent une offre qui leur ressemble. Rien ici

n'est *comme il faut*, et pourtant tous les codes sont présents : le blanc, le voile, les accessoires, les perles... La différence est dans l'attitude. Quelques chose de détendu, une jeunesse simplicité, rien d'encombrant ou de hiératique. Le festif prend le pas sur le cérémonial. À travers ces robes élégantes et souples, plus ou moins courtes, précises par leurs coupes, précieuses par les savoir-faire qui leur sont appliqués, prêtes à une nouvelle vie après le mariage mais toujours romantiques, la règle est d'offrir à la mariée la désinvolture qui lui manque au fameux grand jour. Contrairement aux robes de mariée traditionnelles, embarrassées de tulle, de jupons et de baléines, contraignantes comme si elles avaient été conçues pour empêcher la mariée de changer d'avis ou prendre la fuite, les robes Vanina sont taillées à la mesure d'un moment de joie. Les accessoires surdimensionnés et la technique de broderie de perles propre à Vanina ajoutent aux ensembles cette touche espiègle qui caractérise la marque.

Des éléments qui font la différence

Ainsi du modèle *Impératrice*, une robe blanche droite, de longueur midi, sur laquelle court une résille de perles acryliques nacrées. Ou de la

Marguerite, également droite et midi, toute frémissante de marguerites en mikado au cœur de perle, à elle seule un printemps. Le bustier *Charlotte*, également en mikado, avec son grand nœud sur le devant, fait tout de suite la différence sur une jupe ou un pantalon, surtout porté avec un voile en organza orné de fils perlés irréguliers dispersés en pluie fine. Le haut *Promesse*, avec ses grands boutons en cristaux Swarovski, se porte lui aussi avec ce qu'on voudra, avec un effet spectaculaire. Une cape victorienne en mikado blanc, précisément baptisée *Victoria*, est proposée comme une alternative au voile. Il suffit d'y ajouter un énorme collier de marguerites et le tour est joué. Parmi ces éléments ludiques qui transformeraient même un jeans en tenue de mariée, le bomber *Cadette* en taffetas blanc, si léger malgré son volume, est un tour de magie. Toute une ligne de bustiers et de jupes en broderies et macramés de perles prolonge le thème et remplace la robe statuaire par un puissant manifeste.

Réseau d'artisans et Impact social

Il est intéressant de souligner qu'au fil des années, de marque de

mode, Vanina s'est transformée en entreprise sociale. « Nous essayons d'avoir un impact social sur les personnes qui travaillent avec nous », affirme Tatiana Fayad. « Nous recrutons nos artisans et artisanes à travers des ONG, dont principalement la Voix de la femme et arceciel. Nous travaillons actuellement avec 80 à 90 femmes. Certaines ont déjà un savoir-faire. Elles ont appris les métiers de couturière ou de brodeuse par transmission, de leurs mère et grand-mère. D'autres n'avaient aucune expérience. Elles ont été formées chez nous, à l'atelier. Les plus anciennes sont devenues chefs d'atelier. C'est elles qui désormais forment les équipes et nous aident dans les recrutements, se chargeant de former les nouvelles venues aux techniques spécifiques à Vanina. Voilà comment nous procédons, 80 % de nos produits sont faits main. Nos sacs sont entièrement artisanaux, tout comme les bijoux et les chaussures. Nous travaillons avec des ateliers affiliés ; nous nous efforçons de leur assurer un revenu mensuel avec des commandes régulières, ce qui nous permet de contribuer à préserver des savoir-faire patrimoniaux. Chaque

pièce a ainsi un impact social sur les communautés qui travaillent avec nous », explique la créatrice. Pour accélérer son développement, Vanina présente ses collections quatre fois par an dans un show-room à Paris. Les commandes sont ensuite centralisées et traitées à l'atelier de Gemmayzé. Un stage spécifique est organisé de manière à ce que chaque petite main ait une idée précise de sa mission. Les artisanes peuvent ensuite travailler de chez elles, ce qui leur assure un revenu régulier tout en leur permettant de rester aux côtés de leurs enfants. Les pièces finies sont ensuite contrôlées une dernière fois à Gemmayzé avant expédition.

Comme une évidence

Cette collection prêt-à-porter mariage vient compléter l'offre de Vanina comme une étape nécessaire. « L'idée nous est venue très naturellement. Ayant toujours été à l'écoute de nos clientes, nous nous sommes aperçues que la demande devenait de plus en plus importante et qu'on se retrouvait souvent en train de transformer nos pièces en tenues de mariage pour nos amies proches. De fil

en aiguille, entre la demande et les beaux retours, c'était devenu une évidence », explique Tatiana Fayad, qui constate ainsi que l'univers de Vanina, par son romantisme ludique et rêveur, a toujours été ancré dans celui du mariage. « Nous avons réédité des classiques en blanc, imaginé des pièces entièrement faites à la main représentant le travail unique de la marque. Elles mélangent légèreté et richesse, rigueur et irrégularité, sensualité et pudeur, tout en témoignant de la passion et de la patience des mains douées qui se sont appliquées à les créer », détaille la créatrice. La suite ? « Aujourd'hui, Vanina possède sa boutique principale et son unique atelier à Beyrouth, où toutes les pièces sont imaginées et conçues. Nos produits sont revendus dans plus de 30 boutiques à travers le monde et nous avons récemment commencé à exporter à l'international prêt-à-porter et souliers. Nous espérons exporter très prochainement notre nouvelle ligne mariage à l'international et espérons accompagner les futures mariées de tous les pays pour le plus beau jour de leur vie », confie Tatiana Fayad.

INSOLITE

Hezzik Mezzik : des légumes, des fruits... et de la bonne humeur

Musique à fond, van multicolore, portes grandes ouvertes et sourire aux lèvres, la supérette ambulante Hezzik Mezzik se déplace de la rue Gemmayzé à Antélias, en passant par Hamra et Badaro. Ce projet initié par Veronica Nemer s'apparente à une forme de renaissance pour la jeune Libanaise.

Nadia VOSSEN

Comme une ambiance de sortie entre amis en période estivale, quelques degrés en moins. Le van coloré de Veronica parcourt les rues de la capitale pour vendre des fruits et légumes, et offrir de la joie. Le parallèle entre cette vendeuse ambulante et un arc-en-ciel au cœur de la ville orageuse est indéniable. Des couleurs qui malgré un temps gris et maussade se fraient un chemin dans la capitale libanaise. Le sourire des passants, des automobilistes et des clients en est la plus belle preuve.

L'herbe n'est pas plus verte ailleurs

Veronica Nemer, jeune Libanaise au parcours scolaire classique, a effectué des études de business management au Liban après son bac. Comme une partie de sa génération, le manque d'opportunité la pousse à se diriger vers l'étranger. Elle s'envole alors pour la Roumanie, où elle effectue un « travail de bureau » dans lequel les heures sont longues et le temps passe lentement. « Je n'ai pas du tout aimé. C'était épuisant. Je me suis aussi rendu compte que le problème n'était pas le Liban, mais que les soucis étaient en moi », avoue-t-elle, fière du chemin parcouru depuis. À son retour, une période de battement lui permet de réfléchir et de se concentrer sur elle-même. Installée dans son village d'enfance, elle lutte contre une dépression et se cherche. C'est dans ce même lieu qu'elle trouve l'inspiration pour ce qui deviendra son projet. « Dans mon



L'arrière du van qui tient office d'étal. Photo tirée de la page Instagram @hezzik_mezzik

village, il y a un marchand ambulante de fruits et légumes, Wissam. Je l'ai observé travailler toute mon enfance. En le revoyant, j'ai eu un déclic. Mon idée a été de faire la même chose, mais à ma manière, et à Beyrouth », sourit-elle avec un sourire qui

traduit son enthousiasme. C'est ainsi que Hezzik Mezzik est né. Son parcours du combattant commence alors. Un petit budget mais plein d'idées en tête, Veronica se met en quête du van parfait pour y installer ses étals. La pépite dénichée, les travaux peuvent

commencer. « Quand je l'ai trouvé, j'ai décidé de le transformer complètement. Je voulais qu'il soit à mon image. » Une image optimiste, pleine de vie, mobile et souriante. Elle passe ainsi d'un van orange à un van bleu décoré de toute sorte de sigles *peace*

and love où elle affiche sa philosophie de la vie, avec des équipements à l'arrière pour y installer ses fruits et légumes. Lancée seule dans cette aventure, elle s'entoure de personnes qui la soutiennent et l'aident.

Hezzik Mezzik, des kilomètres de bonheur

Depuis le 9 février, Veronica est officiellement et fièrement vendeuse ambulante à sa manière très joyeuse de fruits et légumes, à Beyrouth et dans les alentours. Après une virée très matinale chez un producteur pour sélectionner minutieusement sa marchandise, elle arpente chaque jour les rues qui l'intéressent. Son programme est clair, l'horaire un peu moins, mais elle essaie de s'y tenir. « J'ai un parcours précis dans chaque quartier, je fais mes stops toujours aux mêmes spots. Cela permet aux habitants de savoir où me trouver. Mais mon planning varie toujours, en fonction du nombre de clients, mais aussi de mon stock. Parfois je dois écourter ma tournée parce que j'ai tout vendu », précise-t-elle. Klaxons et musique sont là pour signaler l'arrivée de Hezzik Mezzik. C'est de ses déplacements qu'est né le nom Hezzik Mezzik. Cette expression qui signifie « allers-retours » illustre bien le nouveau métier de Veronica : des kilomètres pour permettre aux clients d'acheter fruits et légumes en musique et dans la bonne humeur. Ces kilomètres parcourus, qui sont de plus en plus nombreux, et les liens tissés aussi. L'énergie solaire que Veronica dégage rend le contact facile et met du bonheur dans le cœur de ceux qui

n'ont plus d'espoir pour le pays. Il suffit de l'apercevoir au détour d'une rue pour que se trace un sourire au coin des lèvres. Une communauté d'habitants commence à se former, mais pas besoin de faire partie des clients réguliers pour être témoin de la joie partagée par ce magasin ambulante insolite et la « vendeuse », une entrepreneuse à sa façon, qui le tient. Enfants et adultes sont touchés par le sourire et l'espoir qui se dégage de Hezzik Mezzik. En presque deux mois, Veronica a déjà une série d'histoires qui l'ont marquée, comme celle-ci : « Un jour, dit-elle, un homme est venu de Zahle pour acheter des fruits et légumes. Il a carrément pris tout mon stock puis il est reparti. En fait, il a fait deux heures de trajet aller et deux heures retour pour faire ses courses chez moi. Je trouve cela dingue. »

La jeunesse sauvera le Liban

S'il n'existe pas d'adage pour dire que la jeunesse va sauver le pays, Veronica l'incarne. Forte de son parcours au Liban et à l'étranger, elle a pris conscience du potentiel qui existe dans le pays. Sans nier les difficultés et les conditions de vie pénibles, la créatrice mise beaucoup sur cela : « Je pense qu'il y a des opportunités ici. Beaucoup de jeunes partent à l'étranger, je l'ai moi-même fait, mais je pense que s'ils sont nés ici, c'est pour une raison. Le pays a besoin de nous et de notre créativité. » Hezzik Mezzik sera les lundis à Achrafieh, les mardis à Sin el-Fil, les mercredis à Antélias, les jeudis à Hamra et les vendredis à Badaro, de 9h à 14h. Vous ne pouvez pas la rater !